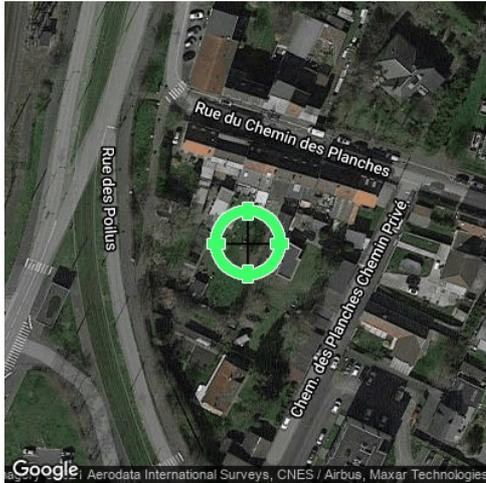


Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués
En application des articles L 125-5, L 125-6 et L125-7 du Code de l'Environnement



Réalisé en commande* par	Media Immo
Pour le compte de	DELATTRE VERMUNT BONDUJELLE-HAIRE MARTIN BENVENISTE
Numéro de dossier	AV / FD
Date de réalisation	30/09/2021

Localisation du bien	rue du Chemin des Planches 59300 VALENCIENNES
Section cadastrale	000 Q 5, 000 Q 11, 000 Q 13, 000 Q 248
Altitude	23.31m
Données GPS	Latitude 50.352247 - Longitude 3.517229

Désignation du vendeur	KAUFMAN & BROAD FLANDRES
Désignation de l'acquéreur	

* Document réalisé sur commande par **Media Immo** qui en assume la pleine responsabilité. Ceci, sous couvert que les informations transmises par **DELATTRE VERMUNT BONDUJELLE-HAIRE MARTIN BENVENISTE** soient exactes.

EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS DE PRÉVENTION DE RISQUES

Zonage réglementaire sur la sismicité : Zone 3 - Modérée		EXPOSÉ	-
Commune à potentiel radon de niveau 3		NON EXPOSÉ	-
Immeuble situé dans un Secteur d'Information sur les sols		NON EXPOSÉ	-
PPRn	Inondation par crue	Prescrit le 06/12/2018	NON EXPOSÉ -
PPRn	Inondation par ruissellement et coulée de boue	Prescrit le 06/12/2018	NON EXPOSÉ -
PPRn	Mouvement de terrain Affaissements et effondrements	Approuvé le 13/06/2013	NON EXPOSÉ -
PPRm	Emission en surface de gaz de mine - Echauffement	Approuvé le 06/07/2018	NON EXPOSÉ -
PPRm	Mouvements de terrains miniers Affaissements progressifs	Approuvé	NON EXPOSÉ -
PPRm	Mouvements de terrains miniers Effondrements localisés	Approuvé	NON EXPOSÉ -
PPRm	Mouvements de terrains miniers Glissements ou mouvements de pente	Approuvé	NON EXPOSÉ -
PPRm	Mouvements de terrains miniers Tassements	Approuvé	NON EXPOSÉ -

INFORMATIONS PORTÉES À CONNAISSANCE

-	Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)	Informatif ⁽¹⁾	EXPOSÉ	-
---	--	---------------------------	--------	---

PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT (PEB)

Consultation en ligne sur <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb>
Plan disponible en Prefecture et/ou en Mairie de VALENCIENNES

-	Plan d'Exposition au Bruit (PEB)	Informatif	NON EXPOSÉ	-
---	----------------------------------	------------	------------	---

⁽¹⁾ À ce jour, ce risque n'est donné qu'à titre **INFORMATIF** et n'est pas retranscrit dans l'Imprimé Officiel.

SOMMAIRE

Synthèse de votre **Etat des Risques et Pollutions**
Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés
Extrait Cadastral
Zonage réglementaire sur la Sismicité
Cartographies des risques auxquelles l'immeuble est exposé
Annexes : Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé
Annexes : Arrêtés

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués
En application des articles L 125-5, L 125-6 et L125-7 du Code de l'Environnement

Attention ! S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral
n° NC _____ du 23/07/2020 mis à jour le _____

Adresse de l'immeuble : rue du Chemin des Planches 59300 VALENCIENNES
Cadastre : 000 Q 5, 000 Q 11, 000 Q 13, 000 Q 248

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques naturels (PPRN)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N
prescrit anticipé approuvé date _____
1 oui non

1 si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :
autres _____
inondation crue torrentielle mouvements de terrain avalanches sécheresse / argile
cyclone remontée de nappe feux de forêt séisme volcan

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN
2 oui non
2 si oui, les travaux prescrits ont été réalisés
oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M
prescrit anticipé approuvé date _____
3 oui non

3 si oui, les risques miniers pris en compte sont liés à :
mouvements de terrain autres _____

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM
4 oui non
4 si oui, les travaux prescrits ont été réalisés
oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPRT prescrit et non encore approuvé
5 oui non

5 si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :
effet toxique effet thermique effet de surpression projection risque industriel

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T approuvé
oui non

> L'immeuble est situé dans un secteur d'expropriation ou de délaissement
oui non

> L'immeuble est situé en zone de prescription
6 oui non

6 Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés
oui non

6 Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente
oui non

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

> L'immeuble est situé dans une commune de sismicité classée en
zone 1 très faible zone 2 faible zone 3 modérée zone 4 moyenne zone 5 forte

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3
oui non

Information relative à la pollution de sols

> Le terrain se situe en secteurs d'information sur les sols (SIS)
NC* oui non
* Non Communiqué (en cours d'élaboration par le représentant de l'Etat dans le département)

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T**

** catastrophe naturelle, minière ou technologique
> L'information est mentionnée dans l'acte de vente
oui non

Extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

Carte Sismicité, Carte Inondation par crue, Carte Inondation par ruissellement et coulée de boue, Carte Mouvement de terrain Affaissements et effondrements, Carte Emission en surface de gaz de mine - Echauffement, Carte Mouvements de terrains miniers Affaissements progressifs, Carte Mouvements de terrains miniers Effondrements localisés, Carte Mouvements de terrains miniers Glissements ou mouvements de pente, Carte Mouvements de terrains miniers Tassements

Vendeur - Acquéreur

Vendeur : KAUFMAN & BROAD FLANDRES
Acquéreur : _____
Date : 30/09/2021 Fin de validité : 30/03/2022

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés

en application du chapitre IV de l'article L125-5 du Code de l'environnement

Préfecture : Nord
Adresse de l'immeuble : rue du Chemin des Planches 59300 VALENCIENNES
En date du : 30/09/2021

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Date de début	Date de Fin	Publication	JO	Indemnisé
Eboulement, glissement et affaissement de terrain	01/10/1994	31/10/1994	08/01/1996	28/01/1996	
Inondations et coulées de boue	29/06/1999	29/06/1999	29/11/1999	04/12/1999	
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	
Inondations et coulées de boue	27/01/2002	28/01/2002	30/04/2002	05/05/2002	
Inondations et coulées de boue	13/02/2002	13/02/2002	01/08/2002	22/08/2002	
Inondations et coulées de boue	03/08/2008	03/08/2008	18/05/2009	21/05/2009	
Inondations et coulées de boue	15/08/2010	16/08/2010	10/01/2011	13/01/2011	
Inondations et coulées de boue	13/08/2011	13/08/2011	28/11/2011	01/12/2011	
Inondations et coulées de boue	22/08/2011	23/08/2011	12/12/2011	15/12/2011	
Inondations et coulées de boue	27/07/2012	27/07/2012	18/10/2012	21/10/2012	
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2017	30/09/2017	23/10/2018	03/11/2018	

Cochez les cases **Indemnisé** si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements.

Etabli le :

Signature / Cachet en cas de prestataire ou mandataire

Vendeur : KAUFMAN & BROAD FLANDRES

Acquéreur :

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs.

Définition juridique d'une catastrophe naturelle :

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: "sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises". La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion "d'intensité anormale" et le caractère "naturel" d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare "l'état de catastrophe naturelle".

Source : Guide Général PPR

Extrait Cadastral

Département : Nord

Commune : VALENCIENNES

Parcelles : 000 Q 5, 000 Q 11, 000 Q 13, 000 Q 248

Bases de données : IGN, Cadastre.gouv.fr

IMG REPERE

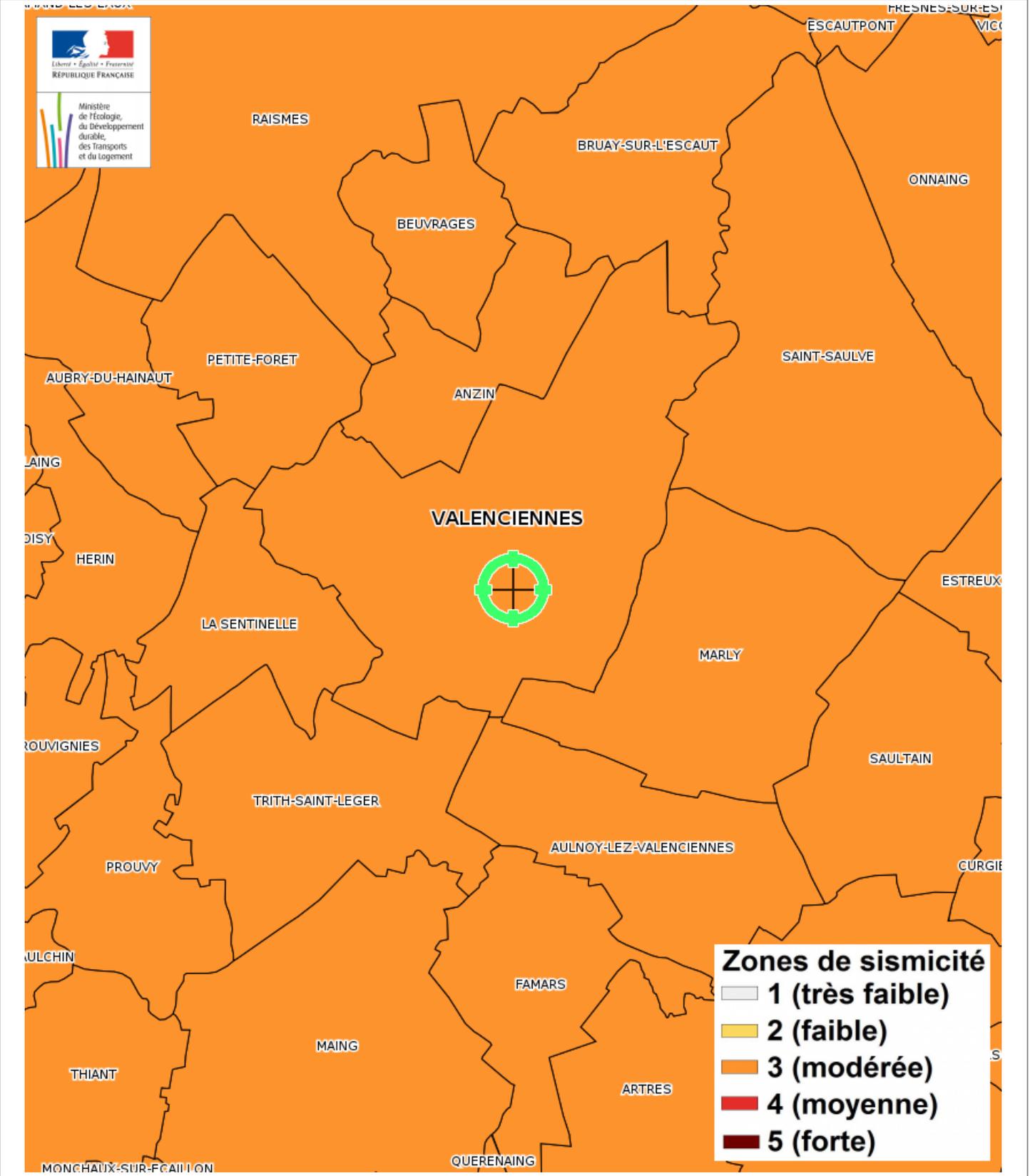


Zonage réglementaire sur la Sismicité

Département : Nord

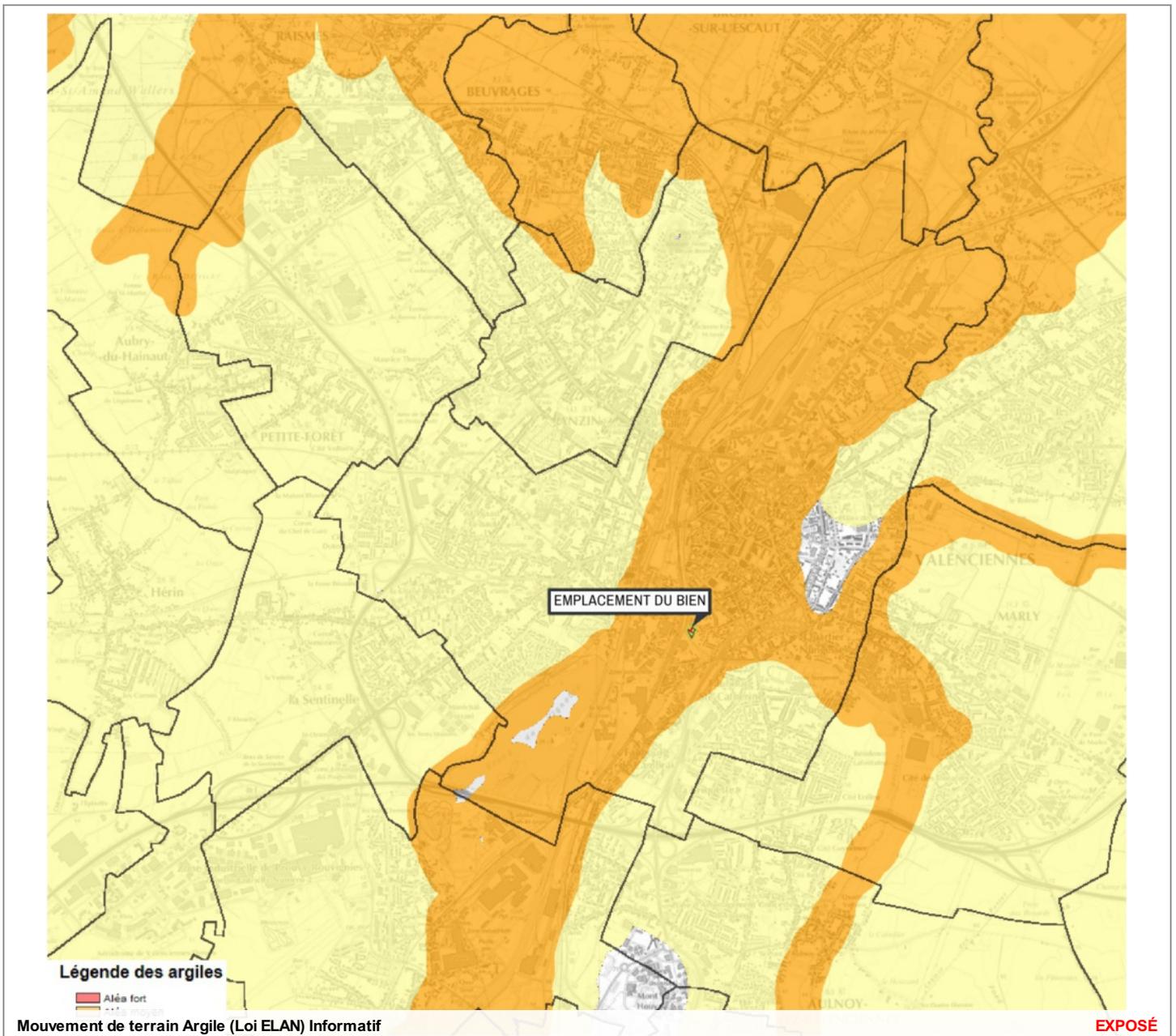
Commune : VALENCIENNES

Zonage réglementaire sur la Sismicité : Zone 3 - Modérée

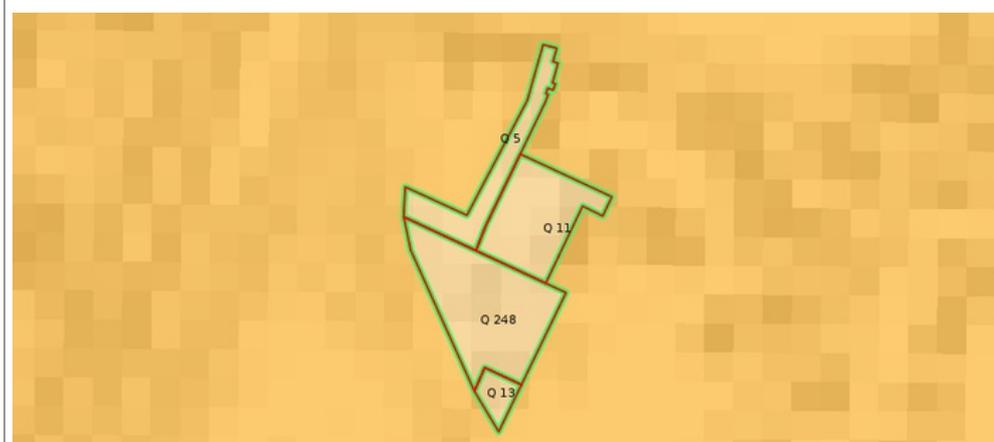


Carte

Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)



Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus



Légende Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN) Carte réglementaire Source BRGM

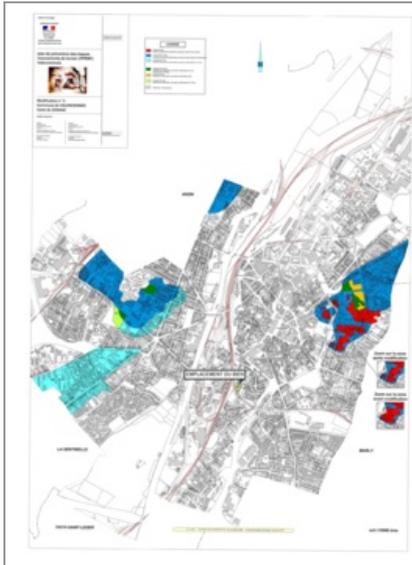
- Aléa fort**
Concerné par la loi ELAN*
- Aléa moyen**
Concerné par la loi ELAN*
- Aléa faible**
Non concerné par la loi ELAN

*Obligation pour le vendeur de fournir une étude géotechnique préalable en cas de vente d'un terrain non bâti constructible.

Annexes

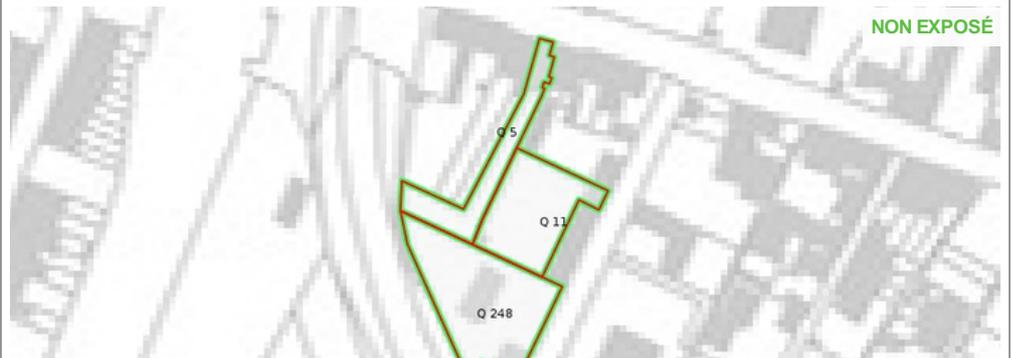
Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé

Zoom extrait de la carte originale ci-contre



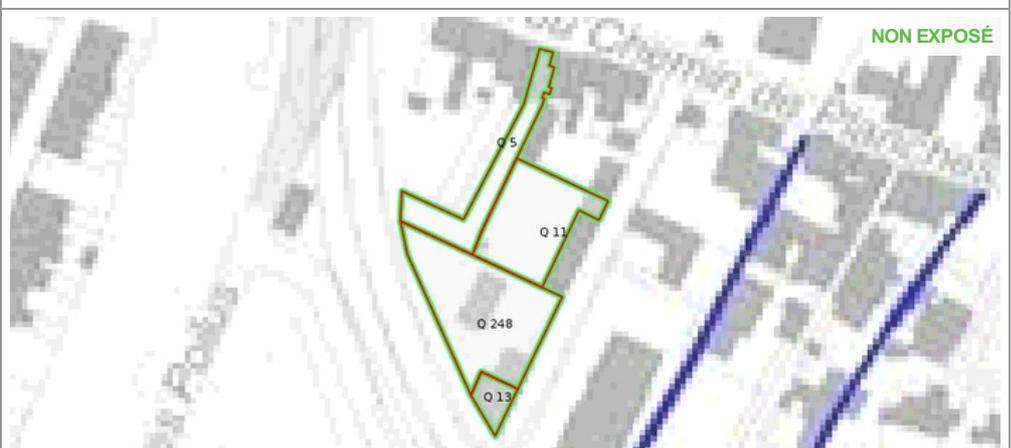
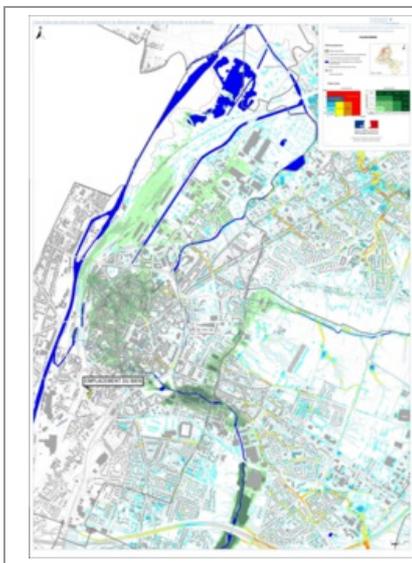
Mouvement de terrain Affaissements et effondrements Approuvé le 13/06/2013

Zoom extrait de la carte originale ci-contre



Emission en surface de gaz de mine - Echauffement Approuvé le 06/07/2018
Mouvements de terrains miniers Affaissements progressifs Approuvé
Mouvements de terrains miniers Effondrements localisés Approuvé
Mouvements de terrains miniers Glissements ou mouvements de pente Approuvé
Mouvements de terrains miniers Tassements Approuvé

Zoom extrait de la carte originale ci-contre



Inondation par crue Prescrit le 06/12/2018
Inondation par ruissellement et coulée de boue Prescrit le 06/12/2018

Annexes

Arrêtés



PRÉFET DU NORD

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer

Service Sécurité
Risques et Crises

**Arrêté préfectoral portant approbation du plan de prévention des risques miniers
« Couronne de Valenciennes »
sur les communes d'Anzin, La Sentinelle et Valenciennes**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code minier, notamment l'article L 174-5 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.123-6, L.562-1 à L.562-7, R.122-17 à R.122-18, R.123-7 à 23 ; R.333-15 et R.562-1 à R.562-10-2 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-60 ;

Vu le décret du 20 avril 2016 nommant Michel LALANDE en qualité de Préfet de la Région Hauts-de-France, Préfet de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord (hors classe) ;

Vu les décisions de l'autorité environnementale datées du 3 septembre 2014 et du 12 juin 2018, dispensant le projet de plan de prévention des risques miniers sur les communes d'Anzin, La Sentinelle et Valenciennes de la production d'une évaluation environnementale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2014 portant prescription d'un plan de prévention des risques miniers sur les communes d'Anzin, La Sentinelle et Valenciennes ;

Vu l'avis du 16 décembre 2016 du conseil municipal de la commune de La Sentinelle, en application de l'article R.562-7 du code de l'environnement ;

Vu l'avis du 20 janvier 2017 de la chambre d'agriculture interdépartementale du Nord – Pas-de-Calais, en application de l'article R.562-7 du code de l'environnement ;

Vu l'avis du 20 septembre 2017 du parc naturel régional Scarpe-Escaut, en application de l'article R.333-15 du code de l'environnement ;

Vu la saisine du 25 novembre 2016 des conseils municipaux des communes d'Anzin et de Valenciennes, en application de l'article R.562-7 du code de l'environnement ;

Vu la saisine du 25 novembre 2016 de l'assemblée délibérante de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole, en application de l'article R.562-7 du code de l'environnement ;

Vu la saisine du 25 novembre 2016 de l'assemblée délibérante de la communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut, en application de l'article R.562-7 du code de l'environnement ;

Vu la saisine du 25 novembre 2016 de l'assemblée délibérante du syndicat intercommunal de mobilité et d'organisation urbaine du Valenciennois, en application de l'article R.562-7 du code de l'environnement ;

Annexes

Arrêtés

Vu la saisine du 25 novembre 2016 de l'assemblée délibérante du conseil départemental du Nord, en application de l'article R.562-7 du code de l'environnement ;

Vu la saisine du 25 novembre 2016 de l'assemblée délibérante du conseil régional des Hauts-de-France, en application de l'article R.562-7 du code de l'environnement ;

Vu la saisine du 25 novembre 2016 du centre national de la propriété forestière, en application de l'article R.562-7 du code de l'environnement ;

Vu la décision du président du tribunal administratif de Lille n°E17000069/59 du 20 avril 2017 portant désignation d'une commission d'enquête ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 juin 2017 portant ouverture d'une enquête publique unique sur le projet des plans de prévention des risques miniers Communes de :

- Anzin, La Sentinelle et Valenciennes
- Condé-sur-l'Escaut, Fresnes-sur-Escaut, Hergnies et Vieux-Condé
- Denain, Haveluy et Louches

conformément aux dispositions des articles L.562-3 et R.562-8 et 9 du code de l'environnement ;

Vu les trois réunions publiques qui se sont tenues les 14 septembre 2017 à Anzin, 19 septembre 2017 à Fresnes-sur-Escaut et 21 septembre 2017 à Denain, conformément aux dispositions de l'article R.123-17 du code de l'environnement ;

Vu les résultats de l'enquête publique unique qui s'est déroulée du lundi 18 septembre 2017 au vendredi 20 octobre 2017 inclus, conformément aux dispositions des articles L.562-3 et R.562-8 et 9 du code de l'environnement ;

Vu les conclusions du 21 novembre 2017 de la commission d'enquête ;

Vu la transmission du 14 décembre 2017, de la copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête aux mairies des communes concernées, à la Préfecture du Nord et à la Sous-Préfecture de Valenciennes, conformément aux dispositions de l'article R.123-21 du code de l'environnement ;

Vu le rapport conjoint de la direction départemental des territoires et de la mer du Nord et de la direction régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France dressant la synthèse et le bilan de l'élaboration du PPRM en date du 1^{er} février 2018 ;

Considérant les aléas mis en évidence par l'étude GEODERIS E2011/025DE-11NPC2210 du 12 octobre 2011 mise à jour par les études complémentaires E2015/077DE-15NPC33010 d'août 2015 et E2016/101DE-16NPC36020 du 3 août 2016, de types mouvements de terrain, échauffements et émission de gaz de mine ;

Considérant que ces phénomènes sont susceptibles de compromettre la sécurité des personnes et des biens, et qu'il convient en conséquence de mettre en œuvre des mesures de prévention, de protection, et de sauvegarde en maîtrisant et en réglementant les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que les avis exprimés avant et au cours de l'enquête publique unique n'ont conduit les services de l'Etat en charge de l'élaboration du PPRM qu'à apporter des modifications mineures ;

Sur proposition du secrétaire général et du directeur de cabinet de la préfecture du Nord.

ARRÊTE

Article 1 : Le plan de prévention des risques miniers « Couronne de Valenciennes » sur les communes d'Anzin, La Sentinelle et Valenciennes, tel qu'annexé au présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.562-9 du code de l'environnement, est approuvé.

Article 2 : Dossier.

Le plan de prévention des risques miniers « Couronne de Valenciennes » sur les communes d'Anzin, La Sentinelle et Valenciennes, conformément à l'article R.562-3 du code de l'environnement, contient les documents suivants, joints en annexe :

- une note de présentation et ses annexes (dont les cartes d'aléas et les cartes des enjeux) ;

Annexes

Arrêtés

- des documents graphiques au 1/5000^e reprenant les zones réglementées (cartes du zonage réglementaire) ;
- un règlement définissant les zones de risques différenciées et les modalités applicables pour chaque zone ;
- un bilan de la concertation et ses annexes.

Article 3 : Annexion au plan local d'urbanisme.

Conformément à l'article L.562-4 du code de l'environnement, le plan de prévention des risques miniers « Couronne de Valenciennes » sur les communes d'Anzin, La Sentinelle et Valenciennes approuvé vaut servitude d'utilité publique. Les maires des communes concernées ou, selon le cas, les présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme annexeront, sans délai, le présent arrêté et le PPR qui lui est joint, au plan local d'urbanisme, conformément aux dispositions de l'article L.153-60 du code de l'urbanisme.

Article 4 : Notification.

Le présent arrêté et le dossier qui lui est annexé seront notifiés aux maires des communes concernées et aux présidents de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole, de la communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut, du syndicat intercommunal de mobilité et d'organisation urbaine du Valenciennois, du conseil départemental du Nord et du conseil régional des Hauts-de-France.

Article 5 : Affichage.

La copie de cet arrêté sera affichée pendant 1 mois minimum, conformément à l'article R.562-9 du code de l'environnement alinéa 1, dans la mairie des communes concernées et aux sièges de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole, de la communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut et du syndicat intercommunal de mobilité et d'organisation urbaine du Valenciennois. Un certificat de chacun des maires et des présidents des établissements publics de coopération intercommunale concernés attestera de l'observation de cette formalité. Ce certificat sera adressé à la direction départementale des territoires et de la mer du Nord – délégation territoriale du Valenciennois – 10 boulevard Carpeaux BP60453 59322 Valenciennes cedex, à l'expiration du délai d'affichage.

Article 6 : Mise à disposition du public.

Le présent arrêté et le dossier qui lui est annexé seront tenus à la disposition du public, conformément à l'article R.562-9 du code de l'environnement alinéa 2, dans les locaux :

- de chacune des mairies concernées ;
- de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole ;
- de la communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut ;
- du syndicat intercommunal de mobilité et d'organisation urbaine du Valenciennois ;
- de la sous-préfecture de Valenciennes ;
- de la direction départementale des territoires et de la mer du Nord ;
- de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France.

Article 7 : Mesures de publicité.

Mention de l'affichage visé à l'article 5 et de la mise à disposition du public visée à l'article 6 du présent arrêté sera publiée en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département du Nord.

Article 8 : Exécution.

Le directeur du cabinet, le secrétaire général, le sous-préfet de Valenciennes, le maire des communes concernées, le président de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole, le président de la communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut, le président du syndicat intercommunal de mobilité et d'organisation urbaine du Valenciennois, le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le

6 JUL. 2018

Le Préfet



Annexes

Arrêtés



PRÉFET DU NORD

Direction
départementale des
territoires
et de la mer du Nord

Service Sécurité
Risques et Crises

Arrêté préfectoral portant prescription d'un plan de prévention des risques inondation de la vallée de la Rhonelle et de ses affluents

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L 562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R 562-10-2;

Vu la décision de l'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable n° F-032-17-P-0146, en date du 18 décembre 2017, annexée au présent arrêté,

Considérant que les études hydrauliques préalables à l'élaboration du plan de prévention des risques inondation de la vallée de la Rhonelle et de ses affluents, menées par le bureau d'études PROLOG INGENIERIE et validées par la Direction départementale des territoires et de la mer du Nord, montrent que les communes de Artres, Aulnoy-lez-Valenciennes, Bruay-sur-l'Escaut, Curgies, Estreux, Famars, Jenlain, Jolimetz, Le Quesnoy, Locquignol, Maing, Maresches, Marly, Onnaing, Orsinval, Potelle, Préseau, Quarouble, Quereinaing, Rombies-et-Marchipont, Ruesnes, Saint-Saulve, Saultain, Sebourg, Sepmeries, Thiant, Trith-Saint-Léger, Valenciennes, Villereau, et Villers-Pol sont exposées à l'aléa de référence ;

Considérant que l'aléa de référence a été présenté aux communes concernées lors de la réunion du 22 juin 2017 ;

Considérant que la cartographie de l'aléa de référence a été remise aux communes lors de la réunion du 22 juin 2017, puis publiée en ligne sur le site des services départementaux de l'État ;

Considérant que la cartographie de l'aléa de référence a été portée à la connaissance des communes par courrier du 15 mai 2018 ;

Considérant qu'il convient de définir les zones à réglementer où les constructions seront interdites et les zones où les constructions seront autorisées sous réserve de prescriptions, de déterminer les mesures visant à réduire la vulnérabilité des biens et activités existants ainsi que les mesures de protection, de prévention et de sauvegarde applicables sur le territoire couvert par le projet de plan ;

Considérant la décision de l'Autorité environnementale de non soumission à évaluation environnementale, après examen au cas par cas, du projet de plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Rhonelle et de ses affluents,

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Nord et du directeur de cabinet de la préfecture du Nord.

ARRÊTE

Article 1^{er} – L'élaboration d'un plan de prévention des risques inondation de la vallée de la Rhonelle et de ses

1/3

Annexes

Arrêtés

affluents est prescrite sur les communes de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe suivantes : Jenlain, Jolimetz, Le Quesnoy, Locquignol, Maresches, Orsinval, Potelle, Ruesnes, Sepmeries, Villereau, Villers-Pol, et sur les communes de l'arrondissement de Valenciennes suivantes : Artres, Aulnoy-lez-Valenciennes, Bruay-sur-l'Escaut, Curgies, Estreux, Famars, Maing, Marly, Onnaing, Préseau, Quarouble, Querenain, Rombies-et-Marchipont, Saint-Saulve, Saultain, Sebourg, Thiant, Trith-Saint-Léger, Valenciennes.

Article 2 – Le risque pris en compte est le risque d'inondation par ruissellement des eaux pluviales et par débordement de cours d'eau.

La répartition au sein du périmètre de prescription de la prise en compte des risques liés au débordement et au ruissellement est la suivante :

Arrondissement	Commune	Phénomène(s) Pris en compte par le PPR
Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe	JENLAIN	Ruissellement
Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe	JOLIMETZ	Débordement
Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe	LE QUESNOY	Débordement
Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe	LOCQUIGNOL	Débordement
Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe	MARESCHEs	Débordement
Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe	ORSINVAL	Débordement
Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe	POTELLE	Débordement
Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe	RUESNES	Débordement
Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe	SEPMERIES	Débordement
Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe	VILLEREAU	Débordement
Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe	VILLERS-POL	Débordement
Arrondissement de Valenciennes	ARTRES	Débordement et Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	AULNOY-LEZ-VALENCIENNES	Débordement et Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	BRUAY-SUR-L'ESCAUT	Débordement et Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	CURGIES	Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	ESTREUX	Débordement et Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	FAMARS	Débordement et Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	MAING	Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	MARLY	Débordement et Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	ONNAING	Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	PRESEAU	Débordement et Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	QUAROUBLE	Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	QUERENAING	Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	ROMBIES-ET-MARCHIPONT	Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	SAINT-SAULVE	Débordement et Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	SAULTAIN	Débordement et Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	SEBOURG	Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	THIANT	Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	TRITH-SAINT-LEGER	Ruissellement
Arrondissement de Valenciennes	VALENCIENNES	Débordement et Ruissellement

Article 3 – La Direction départementale des territoires et la mer du Nord est chargée de l'instruction et de l'élaboration du plan.

Article 4 – Les acteurs locaux concernés sont notamment les communes du périmètre de prescription, les collectivités territoriales (conseil régional, conseil départemental) et les établissements de coopération intercommunale concernés : la communauté de communes du pays de Mormal, la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole, la communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut, le syndicat mixte du SCOT de Sambre Avesnois, compétent pour l'élaboration du SCOT Sambre Avesnois, le syndicat intercommunal de mobilité et d'organisation urbaine du Valenciennois, compétent pour l'élaboration du SCOT du Valenciennois.

Article 5 – Les modalités d'association des collectivités territoriales sont les suivantes :

Des réunions de travail seront organisées :

- pendant l'élaboration du PPR, avec pour objet la présentation des objectifs de prévention et du dossier de plan,
- avant consultations officielles, avec pour objet la présentation du projet de plan enrichi, le cas échéant, des remarques issues du territoire.

Après enquête publique, le projet de plan finalisé sera présenté aux acteurs locaux.

Article 6 – Les modalités d'association avec le public sont fixées comme suit :

Annexes

Arrêtés

– les documents d'études seront mis en ligne sur le site internet des services départementaux de l'État à l'adresse www.nord.gouv.fr.

– l'information de la population sera réalisée grâce à la tenue d'une réunion d'information du public qui sera organisée préalablement à l'enquête publique.

Article 7 – Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes concernées et aux présidents du conseil régional, du conseil départemental, de la communauté de communes du pays de Mormal, de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole, de la communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut, du syndicat mixte du SCOT de Sambre Avesnois et du syndicat intercommunal de mobilité et d'organisation urbaine du Valenciennois.

Article 8 – Cet arrêté sera affiché pendant 1 mois minimum dans la mairie des communes concernées et aux sièges de la communauté de communes du pays de Mormal, de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole, de la communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut, du syndicat mixte du SCOT de Sambre Avesnois et du syndicat intercommunal de mobilité et d'organisation urbaine du Valenciennois.

Article 9 – Mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 10 – Le directeur du cabinet de la préfecture du Nord, les maires des communes concernées, les présidents de la communauté de communes du pays de Mormal, de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole, de la communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut, du syndicat mixte du SCOT de Sambre Avesnois, du syndicat intercommunal de mobilité et d'organisation urbaine du Valenciennois et le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 06 DEC. 2018

Le préfet

Michel LALANDE

Annexes

Arrêtés



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DCPI-BICPE/RS

**Arrêté préfectoral établissant les projets de création de
secteurs d'information sur les Sols (SIS) prévus pour
les arrondissements de CAMBRAI,
AVESNES-SUR-HELPE, DOUAI et VALENCIENNES**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

- Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.125-6, L.556-2, R.125-41 à R.125-47 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L411-2 ;
- Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;
- Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 26 février 2019 portant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;
- Vu l'article 173 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, qui prévoit l'élaboration de Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) ;
- Vu le décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par les articles L.125-6 et L.125-7 du code de l'environnement précisant les modalités de mise en œuvre des SIS ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 14 janvier 2019 proposant la création de SIS sur le département du Nord sur les communes reprises ci-dessous :

Annexes

Arrêtés

Arrondissement Avesnes-sur-Helpe	Arrondissement Cambrai	Arrondissement Douai	Arrondissement Valenciennes
Boussois	Honnecourt-sur-Escaut	Auby	Abcon
Feignies	Quiévy	Cuincy	Bouchain
Ferrière-la-Grande	Avesnes-les-Aubert	Douai	Denain
Hautmont	Bertry	Aniche	Douchy-les-Mines
Jeumont	Le Cateau-Cambrésis	Marchiennes	Escaudain
Louvroil	Maretz	Montigny-en-Ostrevent	Flines-lès-Mortagne
Marpent	Solesmes	Wandignies-Hamage	Maulde
Maubeuge		Beuvry-la-Forêt	Raismes
Pont-sur-Sambre			Thiant
Recquignies			Anzin
Villers-Sire-Nicole			Famars
Saint-Hilaire-sur-Helpe			Fresnes-sur-Escaut
Bavay			Prouvy
Le Quesnoy			Quiévreachain
Fourmies			Valenciennes
			Vieux-Condé

Vu les avis émis par les maires des communes et présidents des établissements publics de coopération intercommunale concernés ;

Vu l'information des propriétaires concernés par les projets de création de Secteurs d'Information sur les Sols par courrier du 15 novembre 2018 ;

Vu les observations du public recueillies entre le 15 novembre 2018 et le 15 décembre 2018 ;

Considérant qu'il convient de formaliser les informations détenues par l'État sur la pollution des sols afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site et que des études et travaux appropriés soient mis en œuvre en cas de changement d'usage ;

Considérant que les communes et les établissements publics de coopération intercommunale concernés ont été consultés sur les projets de création de Secteurs d'Information sur les Sols situés sur leur territoire ;

Considérant que les propriétaires des terrains d'assiette concernés par les projets de création de Secteurs d'Information sur les Sols ont été informés ;

Considérant que la consultation du public a été réalisée du 15 novembre 2018 au 15 décembre 2018 ;

Considérant les remarques de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole (CAVM), de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut (CAPH), des mairies de Beuvry-la-forêt, de Ferrière la Grande, d'Aniche, d'Haumont, de Boussois et du public,

Sur proposition de la secrétaire générale de la Préfecture du Nord ,

ARRETE

Annexes

Arrêtés

Article 1^{er} - Objet

Conformément à l'article R.125-45 du code de l'environnement, les Secteurs d'Information sur les Sols suivants sont créés :

- Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe :

N° SIS	Site	Commune	EPCI
59SIS05162	LA NERVIENNE	Bavay	CC du Pays de Mormal
59SIS05227	DESVRES	Boussois	CAMVS
59SIS05180	DESVRES (ex DOUZIES CARRELAGE)	Feignies	CAMVS
59SIS05203	MANOIR INDUSTRIE	Feignies	CAMVS
59SIS05233	SAMBRE ET MEUSE	Feignies	CAMVS
59SIS05235	MECADIS (ex URANIE (META MECA))	Ferrière-la-Grande	CAMVS
59SIS06298	SPIE FERRIERE TUYAUTERIE	Ferrière-la-Grande	CAMVS
59SIS05176	ANCIENNE RAFFINERIE OKOIL	Fourmies	CC Sud Avesnois
59SIS05163	STPS	Hautmont	CAMVS
59SIS05164	TRANCEL (BAIL)	Hautmont	CAMVS
59SIS06590	SAMBRE ENROBES	Hautmont	CAMVS
59SIS05305	FONDERIE DE JEUMONT	Jeumont	CAMVS
59SIS06131	Thyssen Krupp service Acier	Jeumont	CAMVS
59SIS05273	COFRADEC	Le Quesnoy	CC du Pays de Mormal
59SIS05331	Plateau de l'Esperance (ex site de stockage USINOR)	Louvroil	CAMVS
59SIS05284	ANCIENNE FONDERIE HK PORTER	Marpent	CAMVS
59SIS05225	CENTRE DE TRI DU CCVS	Maubeuge	CAMVS
59SIS05272	EDF Centre de production thermique	Pont-sur-Sambre	CAMVS
59SIS05183	COMPAGNIE FRANCAISE DES FERRAILLES	Recquignies	CAMVS
59SIS05184	UIOM DE SAINT HILAIRE SUR HELPE	Saint-Hilaire-sur-Helpe	CC Coeur de l'Avesnois
59SIS05317	FRICHE DAMETA BAIL	Villers-Sire-Nicole	CAMVS

- Arrondissement de Cambrai :

N° SIS	Site	Commune	EPCI
59SIS06183	comafer	Avesnes-les-Aubert	CC du Caudrésis-Catésis
59SIS05169	Tritube	Bertry	CC du Caudrésis-Catésis
59SIS05330	Décharge carrière Mouche	Honnecourt-sur-Escaut	CAC
59SIS05211	DCA LESAGE	Le Cateau-Cambrésis	CC du Caudrésis-Catésis
59SIS05705	GTN (Groupement Textile du Nord)	Maretz	CC du Caudrésis-Catésis
59SIS06166	Teinturerie de l'Erclin	Quiévy	CC du Caudrésis-Catésis
59SIS06787	Station service Elf Caudrelier	Solesmes	CC du Pays solesmois

Annexes

Arrêtés

- Arrondissement de Valenciennes :

N° SIS	Site	Commune	EPCI
59SIS05195	CARRIERE DES PEUPLIERS BAIL	Abscon	CAPH
59SIS5158	FRICHE USINOR BAIL ANZIN	Anzin	CAVM
59SIS05282	Vallourec AESV	Anzin	CAVM
59SIS06771	CHANTIER CFF	Bouchain	CAPH
59SIS05309	FRICHE USINOR BAIL DE DENAIN – SECTEUR B	Denain	CAPH
59SIS05240	Fives Cail Babcock (FCB) - BE 498	Denain	CAPH
59SIS05328	Fives Cail Babcock (FCB) - Parcelles enclavées	Denain	CAPH
59SIS05329	Fives Cail Babcock - SCI Vaudrec	Denain	CAPH
59SIS05308	BASSINS A BOUES DE DOUCHY LES MINES - BAIL	Douchy-les-Mines	CAPH
59SIS05307	TERRAINS SIMASTOCK - BAIL	Douchy-les-Mines	CAPH
59SIS05198	ANCIENNE SAVONNERIE LEMPEREUR - FRICHE KNOX	Escaudain	CAPH
59SIS05310	FRICHE USINOR BAIL DE LOURCHES-ESCAUDAIN	Escaudain	CAPH
59SIS05300	FRICHE LELEU	Famars	CAVM
59SIS05327	Friche rue Marceau Tison	Flines-lès-Mortagne	CAPH
59SIS06308	Engrais Bataille	Fresnes-sur-Escaut	CAVM
59SIS05127	FORT DE MAULDE	Maulde	CAPH
59SIS05160	GIST BROCADES	Prouvy	CAVM
59SIS05161	MARAIS LES VIVIERS	Prouvy	CAVM
59SIS05206	VERRERIE DE BLANC-MISSERON	Quiévrechain	CAVM
59SIS05333	BSLT Industries	Quiévrechain	CAVM
59SIS05319	FONDERIE LAMOITIER	Raismes	CAPH
59SIS05175	TROU DES BELGES- LISI AUTOMOTIVE	Thiant	CAPH
59SIS05153	ICI CORONA	Valenciennes	CAVM
59SIS06754	ANCIENNE DECHARGE SNCF	Valenciennes	CAVM
59SIS05219	MAZELIER	Valenciennes	CAVM
59SIS06849	OIL FRANCE	Valenciennes	CAVM
59SIS05290	BRENNTAG	Vieux-Condé	CAVM
59SIS05251	FORGES ET ESTAMPAGE (Vieux Condé Estampage)	Vieux-Condé	CAVM

Annexes

Arrêtés

- Arrondissement de Douai :

N° SIS	Site	Commune	EPCI
59SIS05289	DUHEM	Aniche	CC Coeur d'Ostrevent
59SIS05293	SITE DES NAVARRES	Aniche	CC Coeur d'Ostrevent
59SIS05155	SARL COENMANS FRERES	Aniche	CC Coeur d'Ostrevent
59SIS05152	FRANCE CASSE AUTO	Auby	CAD
59SIS05687	Moulin des Ecluses parcelle B253	Beuvry-la-Forêt	CC Pévèle-Carembault
59SIS06306	Moulin des Ecluses parcelle 925-927	Beuvry-la-Forêt	CC Pévèle-Carembault
59SIS05189	DECHARGE PREMINEES	Cuincy	CAD
59SIS06194	VNF	Douai	CAD
59SIS05269	SANELEC	Douai	CAD
59SIS05223	SARL DRT	Douai	CAD
59SIS06784	TOTAL Relais de la Scarpe	Douai	CAD
59SIS05313	TREFILERIE DE MARCHIENNES (BAIL)	Marchiennes	CC Coeur d'Ostrevent
59SIS05194	FRICHE TOLLENS (EX ANCIENNE USINE LEMPEREUR)	Montigny-en-Ostrevent	CC Coeur d'Ostrevent
59SIS05205	ANCIEN DEPOT PETROLIER ALTY	Wandignies-Hamage	CC Coeur d'Ostrevent

Ces Secteurs d'Information sur les Sols sont annexés au présent arrêté préfectoral.

Article 2 - Urbanisme

Les Secteurs d'Information sur les Sols mentionnés à l'article 1 sont publiés sur le site Internet <http://georisques.gouv.fr> et sur le site des services de l'État dans le Nord.

Les Secteurs d'Information sur les Sols définis par le présent arrêté sont annexés au Plan Local d'Urbanisme ou au document d'urbanisme en vigueur dans les communes ou les EPCI compétents en matière d'urbanisme concernés.

Article 3 - Obligation d'information acquéreurs/locataires

Sans préjudice des dispositions l'article L.514-20 du code de l'environnement et de l'article L.125-5 du même code, lorsqu'un terrain situé en secteur d'information sur les sols mentionné à l'article L.125-6 du code de l'environnement fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire. Il communique les informations rendues publiques par l'État, en application de l'article L.125-6 de ce même code. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.

À défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

Annexes

Arrêtés

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours contentieux.

En outre la présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant le tribunal administratif de Lille ou par le biais de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Article 5 : décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et les sous-préfets de CAMBRAI, AVESNES-SUR-HELPE, DOUAI et VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- aux maires des communes et aux présidents des EPCI reprises ci-dessous :

Arrondissement Avesnes-sur-Helpe	Arrondissement Cambrai	Arrondissement Douai	Arrondissement Valenciennes
Communes	Communes	Communes	Communes
Boussois	Honnecourt-sur-Escaut	Auby	Abson
Feignies	Quiévy	Cuincy	Bouchain
Ferrière-la-Grande	Avesnes-les-Aubert	Douai	Denain
Hautmont	Bertry	Aniche	Douchy-les-Mines
Jeumont	Le Cateau-Cambrésis	Marchiennes	Escaudain
Louvroil	Maretz	Montigny-en-Ostrevent	Flines-lès-Mortagne
Marpent	Solesmes	Wandignies-Hamage	Maulde
Maubeuge	EPCI	Beuvry-la-Forêt	Raismes
Pont-sur-Sambre	CA de Cambrai	EPCI	Thiant
Recquignies	CC du Caudrésis-Catésis	CC Coeur d'Ostrevent	Anzin
Villers-Sire-Nicole	CC du Pays solesmois	CA de Douai	Famars
Saint-Hilaire-sur-Helpe		CC Pévèle-Carembault	Fresnes-sur-Escaut
Bavay			Prouvy
Le Quesnoy			Quiévrechain
Fourmies			Valenciennes
EPCI			Vieux-Condé
CC du Pays de Mormal			EPCI
CA Maubeuge-Val de Sambre			CA de la Porte du Hainaut
CC Sud Avesnois			CA de Valenciennes
CC Coeur de l'Avesnois			Métropole

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

- à la directrice de la Direction des relations avec les collectivités territoriales - Bureau de l'urbanisme,

Annexes

Arrêtés

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies et EPCI citées à l'article 5 du présent arrêté, et pourra y être consulté ; il sera affiché en ces mêmes lieux pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires,

- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord :

<http://www.nord.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Information-et-participation-du-public>

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département du NORD.

Fait à Lille, le 19 AVR. 2019

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint


Thierry MAILLES



Annexes

Arrêtés



PRÉFET DU NORD

Direction
départementale des
territoires
et de la mer du Nord

Service Sécurité Risques
et Crises

Arrêté permettant d'établir l'état des risques et pollutions pour les acquéreurs et les locataires – liste des communes concernées sur le département du Nord annexée au présent arrêté

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27, L.515-15 à L.515-26 et R.515-39 à R.515-50, L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-11, L.563-1 et R.563-1 à R.563-8-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.271-4 et L.271-5 ;

Vu le nouveau code minier et notamment son article L.174-5 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, préfet de la zone défense et de sécurité Nord, préfet du Nord (hors classe) - M. Lalande (Michel)

Vu l'arrêté ministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 13 octobre 2005 portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, technologiques majeurs dans le département du Nord, modifié par les arrêtés des 4 décembre 2007, 13 octobre 2008, 19 avril 2011, du 24 juillet 2015 et du 21 mars 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 mars 2018 permettant d'établir l'état des servitudes 'risques' et d'information sur les sols pour les acquéreurs et les locataires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2018 approuvant l'élaboration d'un plan de prévention des risques miniers du Pays de Condé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2018 approuvant l'élaboration d'un plan de prévention des risques miniers du Denaisis ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2018 approuvant l'élaboration d'un plan de prévention des risques miniers de la couronne de Valenciennes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2018 portant prescription d'un plan de prévention des risques littoraux de Dunkerque et Bray-Dunes ;

1/2

Annexes

Arrêtés

Vu l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2018 portant prescription du plan de prévention des risques inondation de la vallée de la Rhonelle et de ses affluents ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mars 2019 modifiant l'arrêté du 13 février 2001 portant prescription d'un plan de prévention du risque inondation au titre des catastrophes naturelles ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mars 2019 modifiant l'arrêté du 17 septembre 2002 portant prescription d'un plan de prévention du risque inondation au titre des catastrophes naturelles ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mars 2019 établissant les projets de création de secteurs d'information sur les sols prévus pour l'arrondissement de Dunkerque ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 avril 2019 établissant les projets de création de secteurs d'information sur les sols prévus pour les arrondissements de Cambrai, Avesnes-sur-Helpe, Douai et Valenciennes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 mai 2019 établissant les projets de création de secteurs d'information sur les sols prévus pour l'arrondissement de Lille ;

Considérant la publication de nouveaux arrêtés interministériels de reconnaissance de catastrophe naturelle depuis le 28 mars 2018 ;

Considérant que le code de l'environnement prévoit l'information des acquéreurs et des locataires sur les risques naturels, technologiques et miniers ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Nord.

ARRÊTE

Article 1^{er} - L'obligation d'information prévue aux I et II de l'article L.125-5 du code de l'environnement s'applique dans chacune des communes dont la liste est fixée en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 - Les documents à prendre en compte, prévus au III du L.125-5 du code de l'environnement, pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers, sur les risques naturels prévisibles et les risques technologiques seront consignés, pour chaque commune exposée sur tout ou partie de son territoire, dans un dossier communal d'information, consultable en mairie, préfecture du Nord (Direction des Sécurités, Bureau de la Prévention des Risques), sous-préfectures et direction départementale des territoires et de la mer du Nord. Ce dossier est également consultable sur le site internet des services de l'État à l'adresse suivante :

<http://nord.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevention-des-risques-naturels-technologiques-et-miniers/L-information-preventive/IAL-Information-des-Acquereurs-et-des-Locataires>

Ce dossier permet d'établir l'état des risques et pollutions, annexé par le vendeur ou le bailleur, aux promesses de vente et aux contrats de location écrits.

Article 3 - Le présent arrêté modifie l'arrêté préfectoral du 28 mars 2018 et son annexe permettant d'établir l'état des servitudes 'risques' et d'information sur les sols pour les acquéreurs et les locataires.

Article 4 - Le présent arrêté sera adressé aux maires des communes concernées, pour affichage dans les mairies et à la chambre départementale des notaires.

Article 5 - Mention du présent arrêté et des modalités de sa consultation sera publiée en caractères apparents dans le journal « la Voix du Nord ».

Article 6 - Le directeur de cabinet de la préfecture du Nord, les sous-préfets d'arrondissements, les maires des communes concernées et le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 5 JUIL. 2019

Le préfet

Annexes

Arrêtés



**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Direction départementale des territoires et de la mer

Service Sécurité Risques et Crises

Arrêté modificatif permettant d'établir l'état des risques et pollutions pour les acquéreurs et les locataires – liste des communes concernées sur le département du Nord annexée au présent arrêté

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.271-4 et L.271-5 ;

Vu le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, préfet de la zone défense et de sécurité Nord, préfet du Nord (hors classe) - M. Lalande (Michel)

Vu l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2019 permettant d'établir l'état des risques et pollutions pour les acquéreurs et les locataires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2019 portant approbation du plan de prévention des risques inondation par ruissellement au Nord Ouest de l'arrondissement de Lille ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2020 portant abrogation de l'arrêté du 13 février 2001 portant prescription d'un plan de prévention du risque inondation au titre des catastrophes naturelles ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2020 portant abrogation de l'arrêté du 10 septembre 2001 portant prescription d'un plan de prévention du risque inondation au titre des catastrophes naturelles ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2020 portant abrogation de l'arrêté du 3 mai 2001 portant prescription d'un plan de prévention du risque inondation au titre des catastrophes naturelles ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2020 portant abrogation de l'arrêté du 25 avril 2002 portant prescription d'un plan de prévention du risque inondation au titre des catastrophes naturelles ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2020 portant abrogation de l'arrêté du 21 mai 2002 portant prescription d'un plan de prévention du risque inondation au titre des catastrophes naturelles ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2020 portant abrogation de l'arrêté du 17 septembre 2002 portant prescription d'un plan de prévention du risque inondation au titre des catastrophes naturelles ;

Vu l'arrêté du 17 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Romain ROYET, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet ;

Considérant que l'article L125-5 du Code de l'environnement prévoit d'informer les acquéreurs et les locataires de l'existence de risques naturels, technologiques et miniers affectant leur bien immobilier ;

Annexes

Arrêtés

Considérant le besoin de mettre à jour l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2019 permettant d'établir l'état des risques et pollutions pour les acquéreurs et les locataires suite à l'approbation du plan de prévention des risques inondation par ruissellement au Nord Ouest de l'arrondissement de Lille le 10 octobre 2019, et suite à l'abrogation de 6 arrêtés préfectoraux portant prescription d'un plan de prévention du risque inondation au titre des catastrophes naturelles le 3 juillet 2020 ;

Considérant la publication de nouveaux arrêtés interministériels de reconnaissance de catastrophe naturelle depuis la dernière mise à jour le 5 juillet 2019;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer

ARRÊTE

Article 1^{er} - L'obligation d'information prévue aux I et II de l'article L.125-5 du Code de l'environnement s'applique dans chacune des communes dont la liste est fixée en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 - Les documents à prendre en compte, prévus au III du L125-5 du Code de l'environnement, pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers, sur les risques naturels prévisibles et les risques technologiques seront consignés, pour chaque commune exposée sur tout ou partie de son territoire, dans un dossier communal d'information, consultable en mairie et sur le site internet des services de l'État à l'adresse suivante :

<http://nord.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevention-des-risques-naturels-technologiques-et-miniers/L-information-preventive/IAL-Information-des-Acquereurs-et-des-Locataires>

Ce dossier permet d'établir l'état des risques et pollutions, annexé par le vendeur ou le bailleur, aux promesses de vente et aux contrats de location écrits.

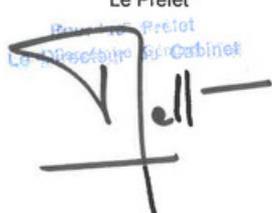
Article 3 - Le présent arrêté modifie l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2019 et son annexe permettant d'établir l'état des risques et pollutions pour les acquéreurs et les locataires.

Article 4 - Le présent arrêté sera adressé aux maires des communes concernées, pour affichage dans les mairies et à la chambre départementale des notaires.

Article 5 - Mention du présent arrêté et des modalités de sa consultation sera publiée en caractères apparents dans le journal « la Voix du Nord ».

Article 6 - Le préfet et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 23 JUIL. 2020
Le Préfet
Romain ROYET
Le Secrétaire du Cabinet



Annexes

Arrêtés



**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Direction départementale des territoires et de la mer du
Nord

Service Sécurité Risques et Crises

Arrêté préfectoral relatif à l'état des risques et pollutions de biens immobiliers situés sur la commune de Valenciennes

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 23 juillet 2020 permettant d'établir l'état des risques et pollutions pour les acquéreurs et les locataires, et son annexe listant des communes concernées sur le département du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 février 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Éric FISSE, directeur départemental des territoires et de la mer du Nord ;

Sur proposition du chef du service sécurité, risques et crises ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires des biens immobiliers situés sur la commune de Valenciennes sont consignés dans le dossier d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables en mairie de Valenciennes et sur le site des services départementaux de l'État à l'adresse suivante :
<http://nord.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevention-des-risques-naturels-technologiques-et-miniers>

Article 2 – Le précédent arrêté en date du 5 juillet 2019 pour la commune de Valenciennes est abrogé.

Article 3 – Une copie du présent arrêté et de son annexe est adressée en mairie pour affichage, et à la chambre départementale des notaires.

Article 4 - Le préfet et le maire de la commune, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 23 juillet 2020
Pour le préfet et par délégation

Direction départementale
des Territoires et de la Mer
Directeur Adjoint

Antoine LABEL

Annexes

Arrêtés

Communes	PPR naturels prescrits		Application anticipée	PPR naturels approuvés		PPR technologiques		PPR minier approuvé	Sismicité	Niveau Radon 3	SIS	État de catastrophe naturelle constaté par arrêté	
	Inondation	Mouvement de terrain		Inondation	Mouvement de terrain	Prescrits	Approuvés					Arrêté du 29/12/1999 (1)	Autres arrêtés
Steene									Faible			X	X
Steenvoorde				X					Faible			X	X
Steenwerck				X					Faible			X	X
Strazelee									Faible			X	X
Taisnières en Thiérache				X					Modéré	X		X	X
Taisnières sur Hon				X					Modéré			X	X
Templemars					X				Faible		X	X	X
Templeuve				X					Faible			X	X
Terdeghem				X					Faible			X	X
Téteghem-Coudekerque-Village									Faible		X	X	X
Thiant	X			X			Thermique – Surpression		Modéré		X	X	X
Thiennes				X					Faible			X	X
Thivencelle				X					Modéré			X	X
Thumeries				X			Surpression		Faible			X	X
Thun l'évêque									Modéré			X	X
Thun Saint Amand									Faible			X	X
Thun Saint Martin									Modéré			X	X
Tilloy les Marchiennes									Faible			X	X
Tilloy lez Cambrai									Modéré			X	X
Toufflers									Faible			X	X
Tourcoing				X					Faible		X	X	X
Tournignies				X					Faible			X	X
Trélon				X					Faible			X	X
Tressin				X					Faible			X	X
Trith Saint Léger	X								Modéré			X	X
Troisvilles									Modéré			X	X
Uxem									Faible			X	X
Valenciennes	X				X			X	Modéré		X	X	X
Vendegies au Bois				X					Modéré			X	X
Vendegies sur Ecaillon				X					Modéré			X	X
Vendeville					X				Faible		X	X	X
Verchain Maugré				X					Modéré			X	X
Verlinghem									Faible			X	X
Vertain				X					Modéré			X	X

(1) Arrêté particulier pris à l'échelle nationale après le passage de la tempête sur le territoire français

DDTM59-SSRC/GR 27/10/2020

18

Annexes

Attestation d'assurance



Generali
Professionnels - Souscription gestion
75456 Paris Cedex 09

Votre contrat PROTECTION
ENTREPRISE ET DIRIGEANT
n° AP559256

MEDIA IMMO
124 RUE LOUIS BAUDOIN
91100 CORBEIL ESSONNES

Attestation d'assurance de Responsabilité Civile

Paris, le 18 décembre 2020

Generali IARD atteste que le contrat d'assurance Responsabilité Civile n°AP559256 garantit :

MEDIA IMMO
124 RUE LOUIS BAUDOIN
91100 CORBEIL ESSONNES

Sont couvertes les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de son activité professionnelle :

- Notes de Renseignements d'Urbanisme, Droit de préemption, Certificats de carrières, Non péril, Alignement, Hygiène/Salubrité, Numérotage, Concordance Cadastre, état ERP/ERPS, ICPE

TABLEAU DES PLAFONDS DES GARANTIES ET DES SOUS LIMITATIONS APPLICABLES EN CAS DE SINISTRE

GARANTIES	MONTANTS
Responsabilité Civile avant Livraison	
Tous dommages confondus	10 000 000 EUR par sinistre
Dont :	
• Tous dommages résultant de la faute inexcusable de l'employeur - accidents du travail - maladies professionnelles	2 000 000 EUR par année d'assurance quel que soit le nombre de victimes
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000 EUR par sinistre
• Dommages immatériels non consécutifs	500 000 EUR par sinistre
• Atteintes accidentelles à l'environnement sur site non soumis à autorisation ou enregistrement	750 000 EUR par année d'assurance

1 / 2

FS/PR019 / 402371710
2040 D



Generali IARD, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris
Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 872 976 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
 Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
 Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Annexes

Attestation d'assurance



Attestation contrat N°AP559256

GARANTIES	MONTANTS
Responsabilité Civile Après Livraison et/ou Professionnelle	
Tous dommages (corporels, matériels et immatériels confondus) et frais confondus	3 000 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
• Dommages immatériels non consécutifs	3 000 000 EUR par année d'assurance
• Frais de restauration de l'image de marque	200 000 EUR par année d'assurance
• Biens, documents, médias et données confiés et/ou prêtés (Dommages matériels et immatériels consécutifs) y compris frais de reconstitution	500 000 EUR par année d'assurance
Frais de prévention	
Frais de prévention	150 000 EUR par année d'assurance
Responsabilité Environnementale	
Pertes pécuniaires	500 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
• Frais de prévention	150 000 EUR par année d'assurance
Atteinte Logique / Cyber	
Tous dommages et frais confondus	150 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
• Frais de notification	50 000 EUR par année d'assurance
• Frais en cas d'atteinte à la réputation	50 000 EUR par année d'assurance
GARANTIE JURIDIQUE	
Défense Pénale et Recours	SOUSCRIT

La présente attestation est valable pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021 sous réserve que le contrat ne soit pas résilié, suspendu ou annulé pour quelque cause que ce soit au cours de cette période.

Elle n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur. Elle est délivrée pour valoir ce que de droit et n'engage l'assureur que dans les limites des dispositions du contrat auquel elle se réfère.

Karim BOUCHEMA
 Directeur des Opérations

2/ 2

FSIP0019 / 402371710

2040 D



Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris
Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 872 976 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
 Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
 Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

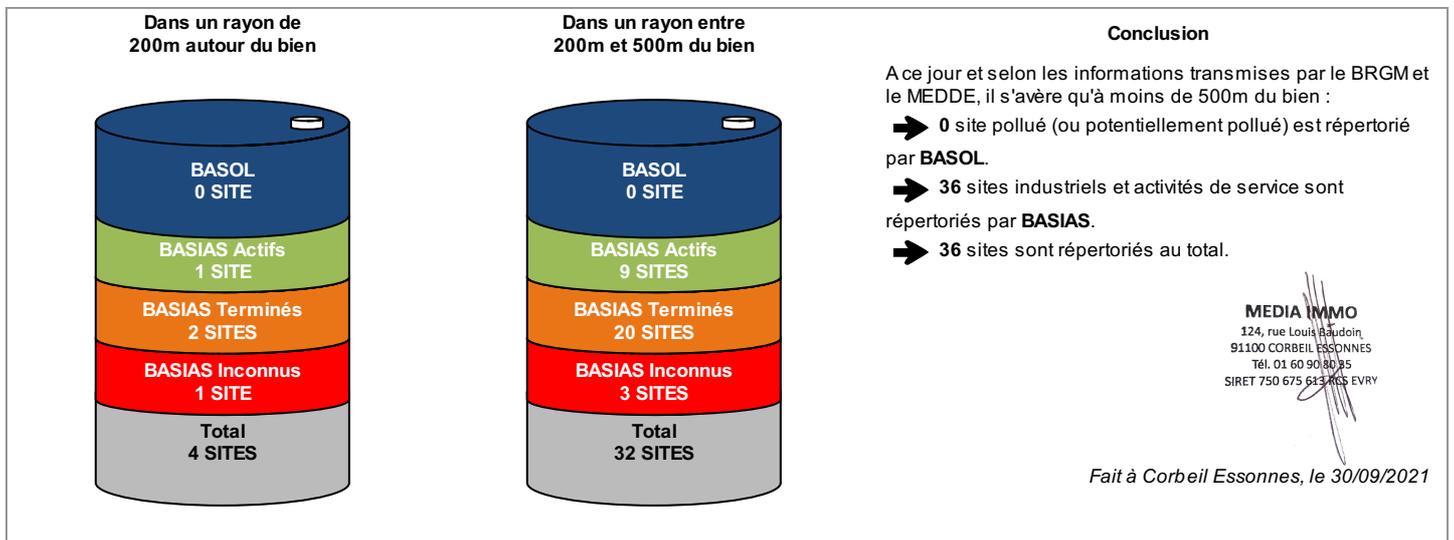
Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS)*



Réalisé en commande** par	Media Immo
Pour le compte de	DELATTRE VERMUNT BONDUELLE-HAIRE MARTIN BENVENISTE
Numéro de dossier	AV / FD
Date de réalisation	30/09/2021

Localisation du bien	rue du Chemin des Planches 59300 VALENCIENNES
Section cadastrale	Q 5, Q 11, Q 13, Q 248
Altitude	23.31m
Données GPS	Latitude 50.352247 - Longitude 3.517229

Désignation du vendeur	KAUFMAN & BROAD FLANDRES
Désignation de l'acquéreur	



* Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ERPS du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données BASOL et BASIAS et des futurs SIS soient à jour.

Document réalisé à partir des bases de données **BASIAS** et **BASOL**
(gérées par le **BRGM** - Bureau de Recherches Géologiques et Minières et le **MEDDE** - Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie)

SOMMAIRE

Synthèse de votre Etat des Risques de Pollution des Sols
Qu'est-ce que l'Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS) ?
Cartographie des sites situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien
Inventaire des sites situés à moins de 200m du bien, 500m du bien et non localisés

Qu'est-ce que l'ERPS ?

Ce document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

Doit-on prévoir de prochains changements ?

Oui : En application du **Décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015** prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement, l'actuel ERPS sera progressivement interprété par l'élaboration de Secteurs d'Information sur les Sols, plus communément appelés les **SIS** et seront intégrés à l'ERP.

Dans quels délais ?

Le décret nous informe que les pouvoirs publics territoriaux de chaque département doivent élaborer et valider les SIS **entre le 1er janvier 2016 et le 1er janvier 2019**.

Que propose Media Immo durant ces 3 ans ?

Jusqu'à la mise en application progressive des arrêtés préfectoraux relatifs aux SIS, **Media Immo** vous transmet, à **titre informatif**, les informations actuellement disponibles et rendues publiques par l'Etat à travers les bases de données **BASOL** et **BASIAS**.

Que signifient BASOL et BASIAS ?

➔ **BASOL** : **BA**se de données des sites et **SOL**s pollués (ou potentiellement pollués) par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

➔ **BASIAS** : Base de données d'**Anciens Sites Industriels** et **Activités de Service**, réalisée essentiellement à partir des archives et gérée par le **BRGM** (Bureau de **R**echerches **G**éologiques et **M**inières). **Il faut souligner qu'une inscription dans BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.**

Comment sont établis les périmètres et attributs des futurs SIS ?

Le préfet élabore la liste des projets de SIS et la porte à connaissance des maires de chaque commune. L'avis des maires est recueilli, puis les informations de pollution des sols sont mises à jour grâce à la contribution des organismes participants. Ces secteurs seront représentés dans un ou plusieurs documents graphiques, à **l'échelle cadastrale**.

Qu'est-ce qu'un site pollué ?

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.

Quels sont les risques si le vendeur ou le bailleur n'informe pas l'acquéreur ou le locataire ?

*« À défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la **résolution du contrat** ou, selon le cas, de **se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer**. L'acquéreur peut aussi demander la **réhabilitation du terrain aux frais du vendeur** lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente ». (Extrait du Décret)*

Cartographie des sites

situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien



- BASOL : BAse de données des sites et SOLs pollués (ou potentiellement pollués)
- BASIAS en activité : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
- BASIAS dont l'activité est terminée : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
- BASIAS dont l'activité est inconnue : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
- ⊕ Emplacement du bien
- Zone de 200m autour du bien
- Zone de 500m autour du bien

Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des sites pollués (ou potentiellement pollués) situés à moins de 500m du bien représentés par les pictos ●, ■, ■ et ■.

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.

Inventaire des sites

situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien

Repère	Nom	Activité des sites situés à moins de 200m	Adresse	Distance (Environ)
C3	Ets Wassilew ski et Vieu Wassilew ski et Vieu : Dépôt de Métaux...	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...)	48, chemin des Planches VALENCIENNES	50 m
B4	Ets Ch. Wagret et fils réunis (SA) SERTIRU	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie), Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	22 rue des Planches VALENCIENNES	170 m
B3	Sté d'Evacuation de Répurgation et de traitements indus de résidus urbains SERTIRU	Garages, ateliers, mécanique et soudure	Rue de la Digue VALENCIENNES	173 m
C2	Ets L. DUVANT Atelier de Construction Mécanique	Fabrication d'autres machines d'usage général (pompe, moteur, turbine, compresseur, robinets, organe mécanique de transmission), Chaudronnerie, tonnellerie	rue Henri Caffiaux (anciennement 73, Rue des Planches) VALENCIENNES	196 m

Repère	Nom	Activité des sites situés de 200m à 500m	Adresse	Distance (Environ)
C2	SA Duvant Ets.	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	9, rue Henri CAFFIAUX VALENCIENNES	206 m
C2	Ets DUTEMPLE Fabrique de Roues Dutemple	Fonderie d'autres métaux non ferreux	rue Jolimetz et rue Gillis VALENCIENNES	240 m
B2	André BRUYERE Dépôt charbon, fuel	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Stockage de charbon	40-42, rue du Jolimetz, VALENCIENNES	245 m
B4	PURFINA Française Station service	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Boulevard Saly VALENCIENNES	268 m
C4	Ets NICOLAS et DUHIEU Serrurerie Nicolas & Duhieu	Fabrication de coutellerie, Dépôt ou stockage de gaz (hors fabrication cf. C20.11Z ou D35.2)	11, Rue de la Fontaine St Gilles VALENCIENNES	269 m
B4	SA Antar Relais des Dentelières	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	27, bld Saly VALENCIENNES	274 m
B4	S.A. des Pompes Funèbres Générales Pompes funèbres	Sciage, rabotage, imprégnation du bois ou application de vernis...	16, bld Saly VALENCIENNES	295 m
D2	? Fonderie	Fonderie	VALENCIENNES	304 m
A3	Ets Edmont Leray Leray : réparation de pneus	Fabrication de caoutchouc synthétique (dont fabrication et/ou dépôt de pneus neufs et rechapage, ...), Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	85, Bld Saly VALENCIENNES	312 m
C1	Société d'étude de la Productivité des Aveugles SEPA	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette, Fabrication de gaz industriels	47, rue du Jolimetz VALENCIENNES	320 m
C5	Ets MARTY et LECOURT SARL Garage et Station service	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage), Garages, ateliers, mécanique et soudure	8-10-10bis, Boulevard Saly VALENCIENNES	329 m
B2	Georges Lambert Atelier de recaoutchouage	Fabrication de caoutchouc synthétique (dont fabrication et/ou dépôt de pneus neufs et rechapage, ...)	44, rue de l'Abreuvoir VALENCIENNES	341 m
E2	Ets F. LECOMTE F. Lecomte "Métaux"	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...)	Rue Jean Bernier : n°65 en 1960 VALENCIENNES	381 m
B5	Sté Lemaire et Fils (SARL) Teinturerie	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ; blanchissement et traitement des pailles, fibres textiles, chiffons	98, rue de Famars VALENCIENNES	383 m
E2	Henry SAUDRAIS	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	24, rue Jean BERNIER VALENCIENNES	384 m
B1	SAUARY A.	Fabrication de colorants et de pigments et d'encre	32 rue de l'Abreuvoir VALENCIENNES	384 m
D5	SA Gustave HUBERT Miroiterie, peintures	Fabrication et/ou stockage (sans application) de peintures, vernis, encres et mastics ou solvants, Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	27, avenue du Général HORNE VALENCIENNES	385 m
D1	de Buor de Poncheville Bernard De Buor de Poncheville "Huiles"	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	17, Rue René Merland VALENCIENNES	386 m
D5	Atelier Mécanique de Valenciennes SARL Atelier Mécanique	Mécanique industrielle	27, avenue du Général Horne VALENCIENNES	389 m
C5	Émile et René LOTTERIE Atelier de réparation des pneus	Fabrication de caoutchouc synthétique (dont fabrication et/ou dépôt de pneus neufs et rechapage, ...)	4, bld Saly VALENCIENNES	399 m

Repère	Nom	Activité des sites situés de 200m à 500m	Adresse	Distance (Environ)
E4	Ets LEFEBVRE Atelier mécanique Lefebvre	Mécanique industrielle, Production et distribution de combustibles gazeux (pour usine à gaz, générateur d'acétylène), mais pour les autres gaz industriels voir C20.11Z	31, avenue du général Horne VALENCIENNES	403 m
E3	Ets DUMEZ/DANGLETERRE Garage automobile	Garages, ateliers, mécanique et soudure	31, Avenue de Lorraine VALENCIENNES	419 m
B5	Ets LEPILLIER/SENECHAL Garage (pneus)	Fabrication de caoutchouc synthétique (dont fabrication et/ou dépôt de pneus neufs et rechapage, ...)	88bis, rue de Famars VALENCIENNES	425 m
B1	Ets BOUET Lucien Construction Mécanique Bouet	Garages, ateliers, mécanique et soudure	34, Rue de l'Abreuvoir VALENCIENNES	431 m
E4	ANCIENNE STATION SERVICE AUCHAN ANCIENNE STATION SERVICE AUCHAN	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	VALENCIENNES	441 m
D1	Léon Dreyfus	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	2 rue René Mirland VALENCIENNES	442 m
A5	DRANCOURT Garage	Garages, ateliers, mécanique et soudure	70, place de la chaussée VALENCIENNES	443 m
A3	Ets Félix VANDEVEKEN Vandevéken : nickelage et atelier de décapage des métaux	Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)	rue des déportés du Train de Loos (anciennement 145, rue de Paris) VALENCIENNES	448 m
B5	LUCIEZ Jules Chaudronnerie	Chaudronnerie, tonnellerie	175, rue de Famars VALENCIENNES	451 m
A2	BAUDUIN ET CIE Menuiserie	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Sciage, rabotage, imprégnation du bois ou application de vernis...	2 et 17, rue Cahaut (Faubourg de Paris) VALENCIENNES	457 m
A1	Epinord		Rue de Roubaix VALENCIENNES	482 m
D5	Ets Eugène Bont et Cie succ. aux Ets Henri BASSET Garage Berliet	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage), Garages, ateliers, mécanique et soudure	26, Avenue du Sergent Cairns VALENCIENNES	483 m

Nom	Activité des sites non localisés	Adresse
H. LEJEUNE Fonderie LEJEUNE	Fonderie	VALENCIENNES
Ets LIENARD Fonderie LIENARD	Fonderie de fonte	Rue Zabiaux VALENCIENNES
Ets BONENFANT Serrurerie Bonenfant	Dépôt ou stockage de gaz (hors fabrication cf. C20.11Z ou D35.2), Fabrication de coutellerie	35 Bld des Colonies VALENCIENNES
Ets Thorelle Thorelle "Battage de feuilles d'Or"	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	68 rue des Processions VALENCIENNES
Cie du chemin de Fer de Somain à Anzin et à la Frontière Belge	Production et distribution de combustibles gazeux (pour usine à gaz, générateur d'acétylène), mais pour les autres gaz industriels voir C20.11Z	VALENCIENNES
Ets Gérard AINE Fonderie Ainé	Fonderie	? VALENCIENNES
Ets Dumont Ponsart Savonnerie Dumont Ponsart	Fabrication de savons, de produits d'entretien et de parfums	36 rue Pissote VALENCIENNES
Veuve MOYAUX Moyaux : "Dépôt de Boues et Immondices"	Dépôt d'immondices, dépotoir à vidanges (ancienne appellation des déchets ménagers avant 1945)	VALENCIENNES
Ets LEUVILLE et Cie Fonderie Leuville	Fonderie de fonte	VALENCIENNES
Ets LEPILLIEZ frères Constructions Mécaniques Lepilliez	Chaudronnerie, tonnellerie, Fabrication d'autres machines d'usage général (pompe, moteur, turbine, compresseur, robinets, organe mécanique de transmission)	"Le Pt Druon" VALENCIENNES
Ets Vannesbecq Teinturerie Vannebecq	Ennoblement textile (teinture, impression,...)	? VALENCIENNES
Ets RINGO et Fils Fabrique d'engrais Ringo	Fabrication de produits azotés et d'engrais	VALENCIENNES
Ets PERSIGNAT Gaspard Persignat : Huiles & Goudrons	Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai	Boulevard de Valenciennes (n'existe pas !) VALENCIENNES
SNCF Atelier voitures et wagons de la SNCF	Transport et installations ferroviaire interurbain de voyageurs (gare de triage et entretien des locomotives), Production et distribution de combustibles gazeux (pour usine à gaz, générateur d'acétylène), mais pour les autres gaz industriels voir C20.11Z	VALENCIENNES
SNCF Gare SNCF	Transport et installations ferroviaire interurbain de voyageurs (gare de triage et entretien des locomotives), Production et distribution de combustibles gazeux (pour usine à gaz, générateur d'acétylène), mais pour les autres gaz industriels voir C20.11Z	VALENCIENNES
SNCF domaine SNCF	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Production et distribution de combustibles gazeux (pour usine à gaz, générateur d'acétylène), mais pour les autres gaz industriels voir C20.11Z	? VALENCIENNES
Sté Générale des Travaux Alpins	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	Bordure du chemin départemental 70 VALENCIENNES

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)*



Réalisé en commande** par	Media Immo
Pour le compte de	DELATTRE VERMUNT BONDUELLE-HAIRE MARTIN BENVENISTE
Numéro de dossier	AV / FD
Date de réalisation	30/09/2021

Localisation du bien	rue du Chemin des Planches 59300 VALENCIENNES
Section cadastrale	Q 5, Q 11, Q 13, Q 248
Altitude	23.31m
Données GPS	Latitude 50.352247 - Longitude 3.517229

Désignation du vendeur	KAUFMAN & BROAD FLANDRES
Désignation de l'acquéreur	

RÉFÉRENCES

Seules sont concernées les ICPE suivies par les DREAL (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) pour la majorité des établissements industriels et les DD(CS)PP (Directions départementales (de la cohésion sociale et) de la protection des populations) pour les établissements agricoles, les abattoirs et les équarrissages et certaines autres activités agroalimentaires, avec distinction en attribut du type d'ICPE (SEVESO, IPPC, Silo, Carrière, Autres), de l'activité principale et des rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles l'établissement industriel est autorisé.

GÉNÉALOGIE

Cette base contient les installations soumises à autorisation ou à enregistrement (en construction, en fonctionnement ou en cessation d'activité). Les données proviennent d'une extraction de la base de données fournie par le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) et la géolocalisation est effectuée sur la base des coordonnées Lambert indiquées dans l'extraction.

QUALITÉ DES DONNÉES

Le niveau de précision de la localisation indiqué en attribut pour chaque ICPE est variable ; Elles peuvent être localisées au Centre de la commune concernée, à l'adresse postale, à leurs coordonnées précises ou leur valeur initiale.

*** Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à les informations rendues publiques par l'Etat.**

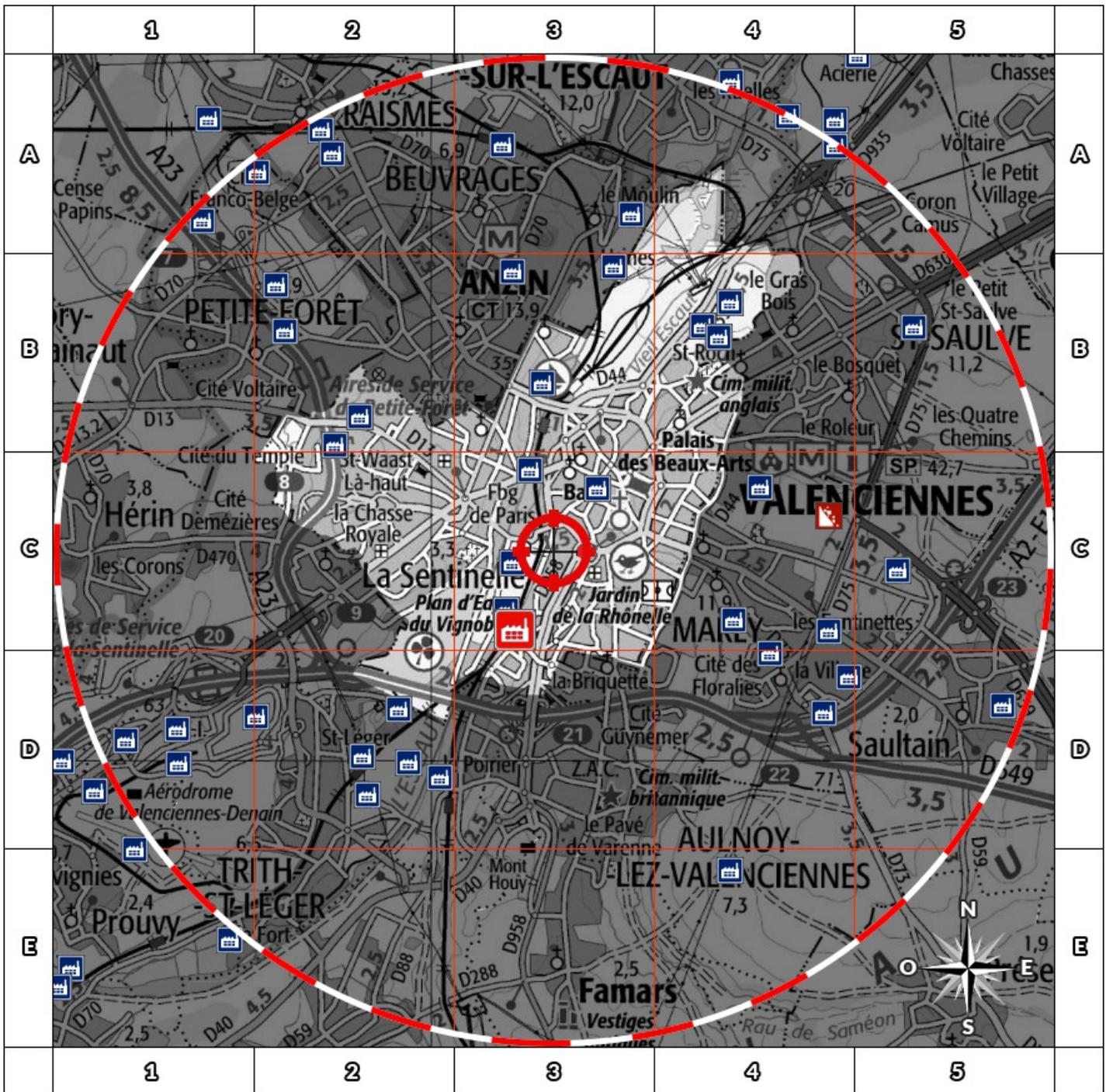
** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ICPE du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.

SOMMAIRE

Synthèse des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
 Cartographie des ICPE
 Inventaire des ICPE

Cartographie des ICPE

Commune de VALENCIENNES



- | | |
|---------------------|-----------------------------|
| Usine Seveso | Elevage de porc |
| Usine non Seveso | Elevage de bovin |
| Carrière | Elevage de volaille |
| Emplacement du bien | Zone de 500m autour du bien |

Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des Installations Classées pour le Protection de l'Environnement situées à moins de 500m du bien représentées par les pictos et .

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.

Inventaire des ICPE

Commune de VALENCIENNES

Repère	Situation	Nom	Adresse	Etat d'activité Régime	Seveso Priorité Nationale
ICPE situées à moins de 5000m du bien					
	Centre de la commune	CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIE	Avenue Désandrouins BP 479 59322 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Coordonnées Précises	PCA PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES	Zone Industrielle n° 2 BP 415 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Centre de la commune	GALLOO FRANCE SA (ex VRT)	Rue de la Bleue du Nord 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Coordonnées Précises	CPC VALENCIENNES	P.A Aérodrome Est-Prouvy BP 80115 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Coordonnées Précises	DAVAINE CHAINES	230 avenue Désandrouins 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Valeur Initiale	SOCIETE GESTION COMPLEXE ALIMENTAIRE VA	50 Rue Ernest Macarez 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Centre de la commune	INOREC	54 rue Ernest Macarez 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Coordonnées Précises	ECCE SA	RUE MARC LEFRANC ZI N°2 PROUVY 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Coordonnées Précises	OBLED SACSUM représ. par Maitre Maifaisan	201 avenue Désandrouins 59300 VALENCIENNES	En cessation d'activité	Non Seveso
				INCONNU	NON
	Coordonnées Précises	SOFRINO	Rue Ernest Macarez 59300 VALENCIENNES	En cessation d'activité	Non Seveso
				Déclaration avec contrôle	NON
	Coordonnées Précises	SODEVAC centre commercial Coeur de Ville	12, rue de la Halle Place d'Armes 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Enregistrement	NON
	Coordonnées Précises	DEVOS (Sarl)	25, Quai des Mines 59300 VALENCIENNES	En cessation d'activité	Non Seveso
				INCONNU	NON
	Coordonnées Précises	SOURDEAU VIANDES EURL	Complexe alimentaire de Valenciennes Rue du Vieil Escaut 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Enregistrement	NON
	Centre de la commune	Communauté Agglo Valenciennes Métropole	Rue de la Bleue du Nord 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Enregistrement	NON
	Centre de la commune	SARL VALDIS (ex DETA VOYAGES)	Rue Ernest Macarez et rue de la Bleue du Nord 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Enregistrement	NON
	Coordonnées Précises	NRF FRANCE SAS	Rue Elsa Triolet - ZI N°2 Batterie 500 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Coordonnées Précises	SOUFFLET ALIMENTAIRE	Rue du Petit Bruxelles BP 79 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Coordonnées Précises	MAGNESITA	63 rue du Petit Bruxelles BP 169 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Centre de la commune	STR FRANCE	64, rue Saint-Roch 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Coordonnées Précises	AMIVAL SAS (ex Amidonnerie Française)	48, rue du Faubourg de Cambrai 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Seveso Seuil Bas
				Autorisation	NON

Nom	Adresse	Etat d'activité Régime	Seveso Priorité Nationale
ICPE situées à plus de 5000m du bien			
SKF AEROENGINE FRANCE	ZA de l'aérodrome Est - Batterie 900 Rue Louis Daquin 59300 VALENCIENNES	En fonctionnement	Non Seveso
		Autorisation	NON

Descriptif des risques

Extrait des données publiques de l'Etat disponibles sur le site Georisques.gov.fr

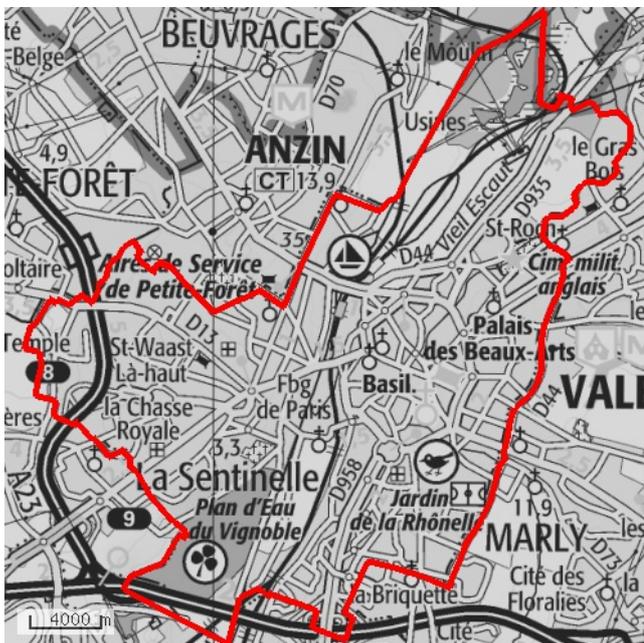


Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques (ERP) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique. Pour plus d'information, consultez les précautions d'usage en annexe de ce document.

Localisation



Coordonnées GPS :
Longitude = 3.517229
Latitude = 50.352247



Informations sur la commune

Nom : VALENCIENNES
Code Postal : 59300
Département : NORD
Région : HAUTS-DE-FRANCE

Code INSEE : 59606
Commune dotée d'un DICRIM : Non
Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 11
Population à la date du 14/04/2021 : 43335

Quels risques peuvent impacter la localisation ?



Inondation



Retrait-gonflement des sols



Séisme
3 - MODEREE



Sites inventaire BASIAS



Cavités Souterraines



Mouvement de terrains

Inondations

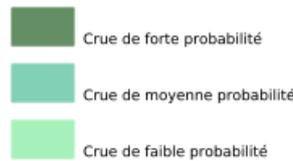
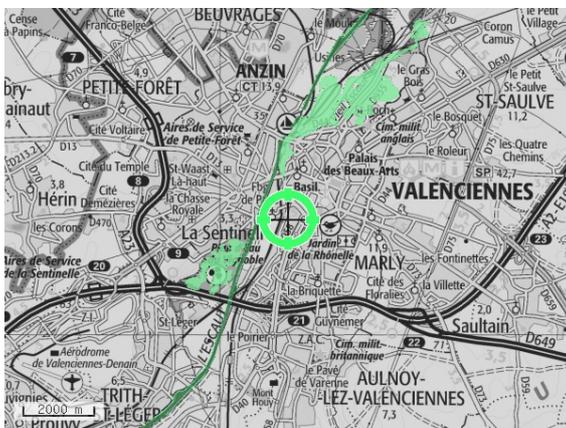
L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LES INONDATIONS ?

Territoire à Risque important d'Inondation - TRI

Localisation située dans un territoire à risque important d'inondation : Oui

Cette carte (Territoires à Risques importants d'Inondations – TRI) représente des zones pouvant être inondées. Ces zones sont déterminées soit en fonction d'un historique d'inondation passées soit en fonction de calculs. Trois périodes de temps sont ainsi retenues : évènement fréquent, moyen, et extrême pour situer dans le temps la possibilité d'une inondation et sa force.



Nom du TRI	Aléa	Cours d'eau	Arrêté du préfet coordinateur de bassin	Arrêté stratégie locale	Arrêté préfet / parties prenantes	Arrêté d'approbation de la partie locale	Arrêté TRI national
TRI Valenciennes	Inondation, Inondation - Par une crue à débordement lent de cours d'eau		26/12/2012				

Inondations (suite)

Informations historiques sur les inondations

3 évènements historiques d'inondations sont identifiés dans la commune

Date de l'évènement (date début / date fin)	Type d'inondation	Dommages sur le territoire national	
		Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels (€)
30/11/1993 27/01/1994	Crue pluviale (temps montée indéterminé), rupture d'ouvrage de défense, Nappe affleurante	10-99morts	inconnu
26/01/2002 25/02/2002	Crue pluviale (temps montée indéterminé), rupture d'ouvrage de défense	aucun_blesses	inconnu
26/01/2002 25/02/2002	Crue pluviale (temps montée indéterminé), rupture d'ouvrage de défense	aucun_blesses	inconnu

Inondations (suite)

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Inondation : Oui

Le PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels) est un document réglementaire destiné à faire connaître les risques et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques. Il définit aussi des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.



Zonage réglementaire - PPRN Risque Inondation

- Prescription hors zone d'aléa
- Prescriptions
- Interdiction
- Interdiction stricte

PPR	Aléa	Préscrit le	Enquêté le	Approuvé le	Révisé le	Annexé au PLU le	Déprescrit / annulé / abrogé le	Révisé
PPR Valenciennes	Inondation	13/02/2001						
PPR Rhonelle Débordement	Inondation, Par une crue à débordement lent de cours d'eau	06/12/2018						
PPR Rhonelle Ruissellement	Par ruissellement et coulée de boue, Inondation	06/12/2018						

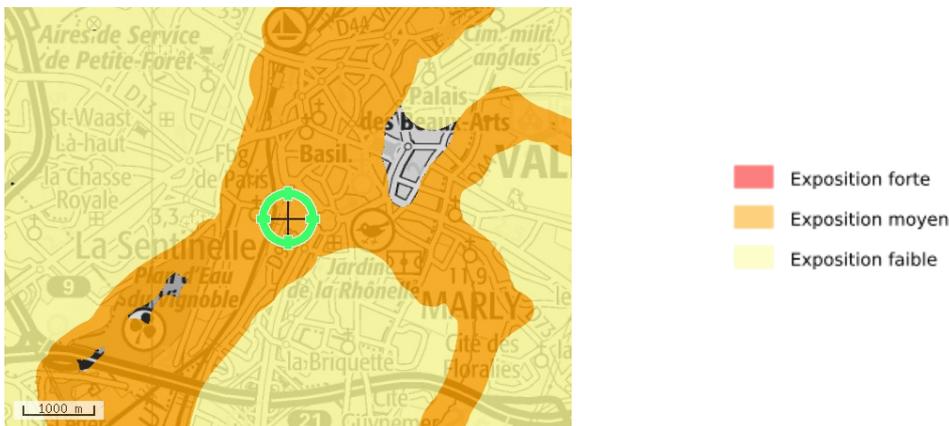
Retrait-Gonflement des sols Argileux

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un assèchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétraction ou « retrait des argiles ».

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA PRÉSENCE D'ARGILE ?

Localisation exposée aux retrait-gonflement des sols argileux : Oui
Type d'exposition de la localisation : Aléa moyen

Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).



LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Retrait-gonflement des sols argileux : Non

Mouvements de Terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

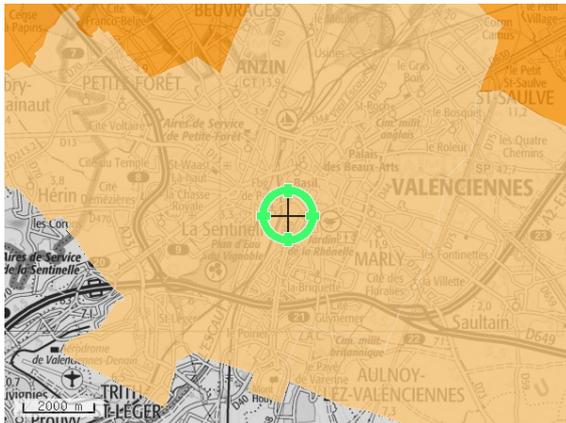
LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES MOUVEMENTS DE TERRAIN ?

Mouvements de terrain recensés dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Mouvements de terrain : Oui

Le PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels) est un document réglementaire destiné à faire connaître les risques et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques. Il définit aussi des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.



- Commune concernée par un PPRN Risque Mouvement de terrain prescrit
- Commune concernée par un PPRN Risque Mouvement de terrain approuvé

PPR	Aléa	Préscrit le	Enquêté le	Approuvé le	Révisé le	Annexé au PLU le	Déprescrit / annulé / abrogé le	Révisé
PPR - Valenciennes	Mouvement de terrain	26/03/1996						
PPR MVT VALENCIENNOIS	Mouvement de terrain, Affaissements et effondrements (cavités souterraines hors mines)	03/05/2007	01/10/2007	21/01/2008	13/06/2013	16/12/2008		

Cavités Souterraines

Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

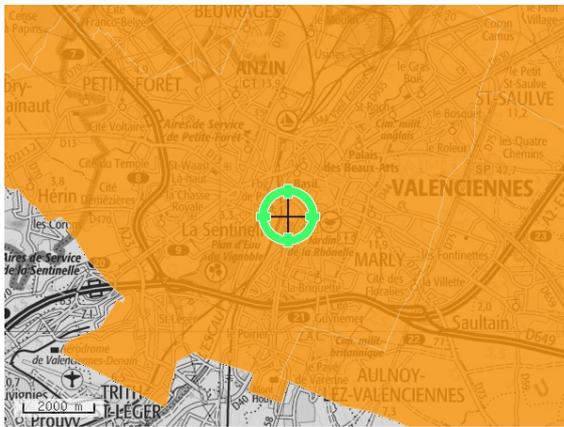
LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CAVITÉ SOUTERRAINE ?

Cavités recensées dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Cavités souterraines : Oui

Le PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels) est un document réglementaire destiné à faire connaître les risques et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques. Il définit aussi des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.



- Commune concernée par un PPRN Risque Mouvement de terrain - Affaissements et effondrements (Cavités souterraines) prescrit
- Commune concernée par un PPRN Risque Mouvement de terrain - Affaissements et effondrements (Cavités souterraines) approuvé

PPR	Aléa	Préscrit le	Enquêté le	Approuvé le	Révisé le	Annexé au PLU le	Déprescrit / annulé / abrogé le	Révisé
PPR MVT VALENCIENNOIS	Mouvement de terrain, Affaissements et effondrements (cavités souterraines hors mines)	03/05/2007	01/10/2007	21/01/2008	13/06/2013	16/12/2008		

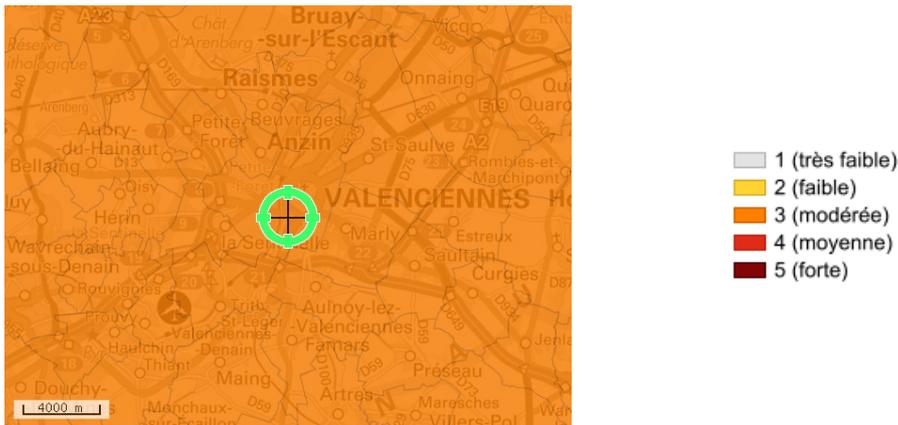
Séismes

Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

QUELLE EST L'EXPOSITION SISMIQUE DE LA LOCALISATION ?

Type d'exposition de la localisation : 3 - MODEREE

Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante.



LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Séismes : Non

Pollution des Sols, SIS et Anciens Sites Industriels

Cette rubrique recense les différents sites qui accueillent ou ont accueilli dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Différentes bases de données fournissent les informations sur les Sites pollués ou potentiellement pollués (BASOL), les Secteurs d'information sur les sols (SIS) introduits par l'article L.125-6 du code de l'environnement et les Anciens sites industriels et activités de service (BASIAS).

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE DE SITES POLLUÉS OU POTENTIELLEMENT POLLUÉS (BASOL) ?

Localisation exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'ANCIENS SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICE (BASIAS) ?

Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans un rayon de 500 m : Oui

Sur cette carte, sont indiqués les anciens sites industriels et activités de service recensés à partir des archives disponibles, départementales et préfectorales.... La carte représente les implantations dans un rayon de 500 m autour de votre localisation.



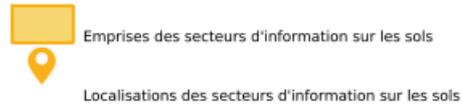
- Sites Basias (XY du centre du site)
- Sites Basias (XY de l'adresse du site)

Pollution des Sols, SIS et Anciens Sites Industriels (suite)

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA RÉGLEMENTATION SUR LES SECTEURS D'INFORMATION DES SOLS (SIS) ?

Présence de Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans un rayon de 1000 m : Oui

Sur cette carte sont indiqués les Secteurs d'information sur les sols (SIS) publiés par l'Etat. La carte représente les SIS dans un rayon de 1000 m autour de votre localisation. Les SIS recensent les terrains où la pollution avérée du sol justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et sa prise en compte dans les projets d'aménagement.



Installations Industrielles

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.

LA LOCALISATION EST-ELLE ÊTRE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

Nombre d'installations industrielles concernant votre localisation dans un rayon de 500 m : 1
Nombre d'installations industrielles impactant votre localisation dans un rayon de 1000 m : 10

Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.

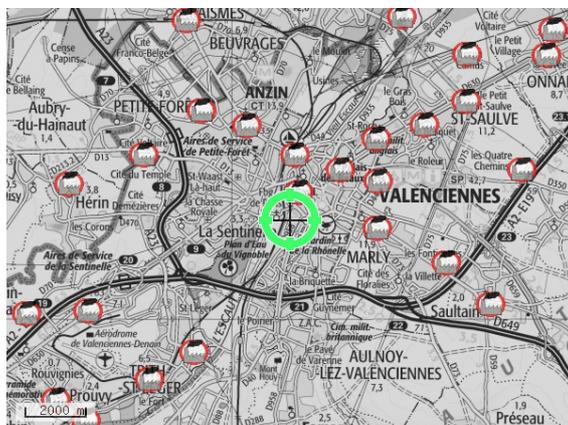


- Installations classées (Grande échelle)
- Usine Seveso
- Usine non Seveso
- Elevage de bovin
- Elevage de volaille
- Elevage de porc
- Carrière

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre localisation dans un rayon de 5 km : 27

Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon de 5km a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information.



- Stations d'épuration
- Elevage
- Industries
- Etablissements Pollueurs

Installations Industrielles (suite)

[LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?](#)

La commune de votre localisation est soumise à un PPRT Installations industrielles : **Non**

Canalisations de matières dangereuses

Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de chargement.

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CANALISATION DE MATIÈRES DANGEREUSES ?

Localisation exposée à des canalisations de matières dangereuses dans un rayon de 500 m : Non

Installations Nucléaires

Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

LA LOCALISATION EST-ELLE CONCERNÉE PAR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE ?

Localisation exposée à des installations nucléaires recensées dans un rayon de 10 km : Non

Localisation exposée à des centrales nucléaires recensées dans un rayon de 20 km : Non

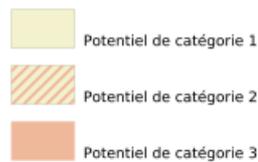
Installations Nucléaires

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

QUEL EST LE POTENTIEL RADON DE LA COMMUNE DE VOTRE LOCALISATION ?

Le potentiel radon de la commune de votre localisation est : potentiel de catégorie 2 (moyen)

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories. Celle-ci fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, il ne présage en rien des concentrations présentes dans votre habitation, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur, etc.) (Source : IRSN).



Glossaire

Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

Définition juridique (source : décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 et décret n° 2004-554 du 9 juin 2004)

Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 a défini un partage de responsabilité entre le préfet et le maire pour l'élaboration et la diffusion des documents d'information. La circulaire d'application du 21 avril 1994 demandait au préfet d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) listant les communes à risque et, le cas échéant, un dossier communal synthétique (DCS). La notification de ce DCS par arrêté au maire concerné, devait être suivie d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire, de sa mise en libre consultation de la population, d'un affichage des consignes et d'actions de communication. Le décret n° 2004-554 du 09 juin 2004 qui complète le précédent, conforte les deux étapes-clé du DDRM et du DICRIM. Il modifie l'étape intermédiaire du DCS en lui substituant une transmission par le préfet au maire, des informations permettant à ce dernier l'élaboration du DICRIM.

Catastrophe naturelle

Définition juridique (source : guide général PPR)

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables. Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: «sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ». La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion «d'intensité anormale» et le caractère «naturel» d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare «l'état de catastrophe naturelle».

Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

Définition juridique (source: <http://www.prim.net>)

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé. Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en terme d'indemnisations pour catastrophe naturelle. Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage. Ce dossier est approuvé par un arrêté préfectoral, au terme d'une procédure qui comprend l'arrêté de prescription sur la ou les communes concernées, la réalisation d'études pour recenser les phénomènes passés, qualifier l'aléa et définir les enjeux du territoire, en concertation avec les collectivités concernées, et enfin une phase de consultation obligatoire (conseils municipaux et enquête publique). Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'État pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.

Pour obtenir plus de définitions merci de vous référer au glossaire du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://glossaire.prim.net/>.

Catastrophes Naturelles

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 11

Libellé	Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Eboulement, glissement et affaissement de terrain	59PREF19960018	01/10/1994	31/10/1994	08/01/1996	28/01/1996
Inondations et coulées de boue	59PREF19990045	29/06/1999	29/06/1999	29/11/1999	04/12/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	59PREF19990638	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations et coulées de boue	59PREF20020045	27/01/2002	28/01/2002	30/04/2002	05/05/2002
Inondations et coulées de boue	59PREF20020068	13/02/2002	13/02/2002	01/08/2002	22/08/2002
Inondations et coulées de boue	59PREF20090006	03/08/2008	03/08/2008	18/05/2009	21/05/2009
Inondations et coulées de boue	59PREF20110002	15/08/2010	16/08/2010	10/01/2011	13/01/2011
Inondations et coulées de boue	59PREF20180004	13/08/2011	13/08/2011	28/11/2011	01/12/2011
Inondations et coulées de boue	59PREF20110024	22/08/2011	23/08/2011	12/12/2011	15/12/2011
Inondations et coulées de boue	59PREF20130321	27/07/2012	27/07/2012	18/10/2012	21/10/2012
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	59PREF20190006	01/07/2017	30/09/2017	23/10/2018	03/11/2018

Précautions d'usage

Ce document est une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents autour d'un lieu choisi par l'internaute. Il résulte de l'intersection géographique entre une localisation donnée et des informations aléas, administratives et réglementaires. La localisation par adresse, pointage sur la carte, ou par GPS, présente des imprécisions dues à divers facteurs : lecture du positionnement, qualité du GPS, référentiel utilisé pour la géolocalisation des données. En ce qui concerne les zonages, la précision de la représentation sur Géorisques par rapport aux cartes de zonage papier officielles n'est pas assurée et un décalage entre les couches est possible. Seules les données ayant fait l'objet par les services de l'Etat, d'une validation officielle sous format papier, font foi. Les informations mises à disposition ne sont pas fournies en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie n'est apportée quant à leur aptitude à un usage particulier.

Description des données

Le site Géorisques.gouv.fr, développé par le BRGM en copropriété avec l'Etat représenté par la direction générale de la prévention des risques (DGPR), présente aux professionnels et au grand public une série d'informations relatives aux risques d'origine naturelle ou technologique sur le territoire français. L'accès et l'utilisation du site impliquent implicitement l'acceptation des conditions générales d'utilisation qui suivent.

Limites de responsabilités

Ni la DGPR, ni le BRGM ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation, à la diffusion, à l'hébergement ou à la maintenance de ce site ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de ce site par un internaute. Par ailleurs, les utilisateurs sont pleinement responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. La DGPR et le BRGM n'apporte aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Seules les informations livrées à notre connaissance ont été transposées. De plus, la précision et la représentativité des données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, dans la mesure où ces informations n'ont pas systématiquement été validées par la DGPR ou le BRGM. De plus, elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration, de telle sorte que la responsabilité de la DGPR et du BRGM ne saurait être engagée en cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les caractéristiques de certaines formations. Même si la DGPR ou le BRGM utilise les meilleures techniques disponibles à ce jour pour veiller à la qualité du site, les éléments qu'il comprend peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. La DGPR et le BRGM remercie par avance les utilisateurs de ce site qui voudraient bien lui communiquer les erreurs ou inexactitudes qu'ils pourraient relever. Les utilisateurs de ce site consultent à leurs risques et périls. La DGPR et le BRGM ne garantit pas le fonctionnement ininterrompu ni le fait que le serveur de ce site soit exempt de virus ou d'autre élément susceptible de créer des dommages. La DGPR et le BRGM peut modifier le contenu de ce site sans avertissement préalable.

Droits d'auteur

Le «Producteur» garantit au «Réutilisateur» le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de «l'Information» soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous.

Vous êtes Libre de réutiliser «L'information» :

- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer «l'Information» ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de «l'Information», notamment pour créer des «Informations dérivées» ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres «Informations», ou en l'incluant dans votre propre produit ou application, sous réserve de mentionner la paternité de «l'Information» ;
- sa source (à minima le nom du «Producteur») et la date de sa dernière mise à jour.

Le «Ré-utilisateur» peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL) renvoyant vers «l'Information» et assurant une mention effective de sa paternité. Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de «l'Information», ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le «Producteur», ou par toute autre entité publique, du «Ré-utilisateur» ou de sa réutilisation.

Accès et disponibilité du service et des liens

Ce site peut contenir des liens et références à des sites Internet appartenant à des tiers. Ces liens et références sont là dans l'intérêt et pour le confort des utilisateurs et ceci n'implique de la part de la DGPR ou du BRGM ni responsabilité, ni approbation des informations contenues dans ces sites.

Etat des nuisances sonores aériennes

En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme



Réalisé en commande* par	Media Immo
Pour le compte de	DELATTRE VERMUNT BONDUELLE-HAIRE MARTIN BENVENISTE
Numéro de dossier	AV / FD
Date de réalisation	30/09/2021

Localisation du bien	rue du Chemin des Planches 59300 VALENCIENNES
Section cadastrale	Q 5, Q 11, Q 13, Q 248
Altitude	23.31m
Données GPS	Latitude 50.352247 - Longitude 3.517229

Désignation du vendeur	KAUFMAN & BROAD FLANDRES
Désignation de l'acquéreur	

* Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ENSA du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.

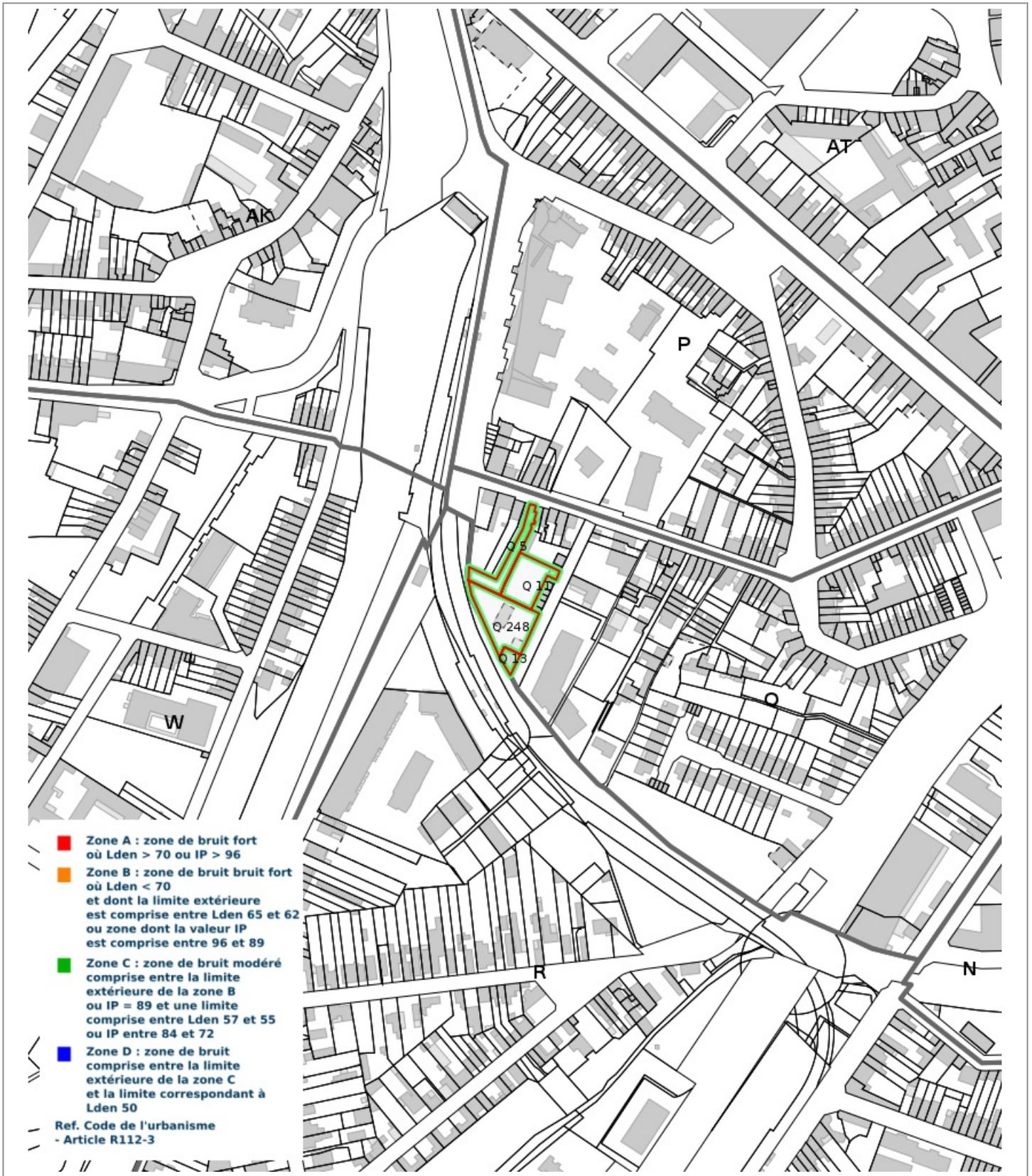
EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS D'EXPOSITION AU BRUIT

Non exposé	000 Q 5, 000 Q 11, 000 Q 13, 000 Q 248
------------	--

SOMMAIRE

Synthèse de votre Etat des Nuisances Sonores Aériennes
Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
Cartographie
Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodrômes

Cartographie du Plan d'Exposition au Bruit



Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodomes



PRESCRIPTIONS D'URBANISME APPLICABLES DANS LES ZONES DE BRUIT DES AERODROMES

CONSTRUCTIONS NOUVELLES	ZONE A	ZONE B	ZONE C	ZONE D
Logements nécessaires à l'activité de l'aérodrome, hôtels de voyageurs en transit				
Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales admises dans la zone	dans les secteurs déjà urbanisés			
Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité agricole	dans les secteurs déjà urbanisés			
Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité aéronautique	s'ils ne peuvent être localisés ailleurs			
Constructions à usage industriel, commercial et agricole	s'ils ne risquent pas d'entraîner l'implantation de population permanente			
Equipements publics ou collectifs	s'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes			
Maisons d'habitation individuelles non groupées			si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par équipements publics sous réserve d'un faible accroissement de la capacité d'accueil	
Immeubles collectifs à usage d'habitation				
Habitat groupé (lotissement, ...) parcs résidentiels de loisirs				

HABITAT EXISTANT	ZONE A	ZONE B	ZONE C	ZONE D
Opérations de rénovation, de réhabilitation, d'amélioration, d'extension mesurée ou de reconstruction des constructions existantes	sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances			
Opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants			si elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores	

CONSTRUCTIONS NOUVELLES ET HABITAT EXISTANT		
autorisé sous réserve de mesures d'isolation acoustique	autorisé sous conditions	Non autorisé

© DGAC 2004